

PROJET DE LOI DE FINANCES

N° 60-24

POUR

L'ANNEE BUDGETAIRE 2025

POJET DE LOI DE FINANCES N° 60-24
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2025

PREMIERE PARTIE
DONNEES GENERALES
DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE PREMIER

Dispositions relatives aux recettes publiques

I.- IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS

Article premier

I. – Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, continueront d'être opérées, pendant l'année budgétaire 2025, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1) la perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2) la perception des impôts, produits, taxes et revenus affectés aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes dûment habilités.

II. – Le Gouvernement est autorisé à procéder au financement par l'emprunt et par le recours à tout autre instrument financier dans les conditions prévues par la présente loi de finances.

III. – Toutes contributions, directes ou indirectes, autres que celles autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par la présente loi de finances, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et fixeraient les tarifs et contre ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre les receveurs, percepteurs ou autres personnes qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique ou fonctionnaires publics qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation législative ou réglementaire, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits ou services des établissements de l'Etat

Droits de douane et impôts indirects

Article 2

I.- Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, autorisation est donnée au gouvernement, pendant l'année budgétaire 2025, à l'effet de :

– modifier ou suspendre par décrets, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, les quotités tarifaires et les autres droits et taxes perçus à l'importation et à l'exportation, ainsi que les taxes intérieures de consommation prévues par le dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation, ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages ;

– modifier ou compléter, par décrets, les listes des produits originaires et en provenance de certains pays d'Afrique, bénéficiant de l'exonération du droit d'importation, ainsi que la liste de ces pays.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la prochaine loi de finances.

II.- Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, sont ratifiés, les décrets ci-après, pris en vertu des dispositions de l'article 2 de la loi de finances n° 55-23 pour l'année budgétaire 2024 :

– Décret n° 2-24-064 du 13 rejeb 1445 (25 janvier 2024) portant suspension de la perception du droit d'importation applicable aux bovins domestiques ;

– Décret n° 2-24-960 du 14 rabii II 1446 (18 octobre 2024) portant suspension de la perception du droit d'importation applicable à l'huile d'olive de qualité vierge et extra vierge ;

– Décret n° 2-24-961 du 14 rabii II 1446 (18 octobre 2024) modifiant le décret n° 2-24-064 du 13 rejeb 1445 (25 janvier 2024) portant suspension de la perception du droit d'importation applicable aux bovins domestiques ;

– Décret n° 2-24-962 du 14 rabii II 1446 (18 octobre 2024) portant suspension de la perception du droit d'importation applicable aux ovins domestiques ;

– Décret n° 2-24-963 du 14 rabii II 1446 (18 octobre 2024) portant suspension de la perception du droit d'importation applicable aux viandes des animaux de l'espèce bovine, ovine, caprine et camélidé.

Code des douanes et impôts indirects

Article 3

I.- A compter du 1^{er} janvier 2025, les dispositions des articles 95-1°, 164-1°, 182-1°, 279 *quater*, 281 et 282 *bis* du code des douanes et impôts indirects relevant de l'administration des douanes et impôts indirects, approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), sont modifiées ou complétées comme suit :

« Article 95.- 1°. – Le paiement des droits et taxes « doit être effectué par « procédé électronique ou par tout autre moyen prévu par la « législation en vigueur, à l'exclusion du versement d'espèces « pour les opérations occasionnelles n'ayant pas un caractère « commercial.

« Le non-paiement du montant des droits et taxes,
« des amendes et de toutes autres sommes dues par procédé
« électronique entraîne le paiement d'une majoration de
« 1 % dudit montant dû, sans que le montant de la majoration
« soit inférieur à mille (1000,00) dirhams, à l'exception de
« certaines opérations douanières prévues ci-dessous :

« – les paiements par les administrations et les
« établissements publics ;

« – le paiement partiel des droits, taxes et amendes ;

« – les paiements par Bank Al-Maghrib et l'Office des
« Changes ;

« – les recettes encaissées par versement au comptant ;

« – le paiement par obligations cautionnées. »

« Article 164.– 1° Sont importés de l'article 5
« ci-dessus :

« a)
«
«

« y) les médicaments 3004.90.00.70 ;

« z) 1 – les biens d'équipements, matériels et outillages
« importés dans le cadre de la réalisation ou de l'exploitation
« du Gazoduc Africain Atlantique Nigeria- Maroc, ainsi que
« les parties, pièces détachées et accessoires destinés auxdits
« biens d'équipement, matériels et outillages ;

« 2 – Les biens, matériels et marchandises importés
« par ou pour le compte des représentations de la Fédération
« Internationale de Football Association (FIFA) au Maroc,
« constituées conformément aux textes législatifs et
« réglementaires en vigueur, conformément à l'objet défini
« dans ses statuts.

« Les importations des biens d'équipements, matériels,
« outillages, biens et marchandises précités, sont exclues
« des mesures de défense commerciale prises en application
« des dispositions de la loi n° 15-09 relative aux mesures de
« défense commerciale, promulguée par le dahir n° 1-11-44 du
« 29 jourmada II 1432 (2 juin 2011). »

« Article 182.– 1° L'administration est chargée
« sur le territoire assujetti :

« – les limonades
«
«

« – les liquides dits "cigarettes
« électroniques" et appareils similaires, les produits
« connexes de tabac pour pipe à eau (muassel sans tabac)
« et les substituts nicotiques sans tabac ainsi que les
« cigarettes électroniques jetables ;

« – les pneumatiques

(la suite sans modification.)

« Article 279 quater .– Les délits douaniers de première
« classe sont punis :

« 1° –

« 2° – d'une amende égale à la valeur des marchandises
« objet de fraude.

« Les amendes ci-dessus

(la suite sans modification.)

« Article 281 .– Constituent des délits douaniers de
« deuxième classe :

« 1° – La contrebande

«
«

« 9° – la présence dans les magasins
« de l'article 62-3°ci-dessus ;

« 10° – La détention non justifiée des scellés, leur
« fourniture ou leur utilisation en infraction aux dispositions
« de l'article 40 bis du présent code. »

« Article 282 bis .– Les délits douaniers de deuxième
« classe sont punis :

« 1° –

« 2° – a)

« b) d'une amende égale à la valeur des marchandises
« objet de fraude pour les infractions visées aux 8° et 9° de
« l'article 281 précité ;

« c) d'une amende égale à deux fois la valeur des
« marchandises ou du moyen de transport objet de fraude
« pour les infractions visées au 10° de l'article 281 précité ;

« Les amendes ci-dessus

(la suite sans modification.)

II – A compter du 1^{er} janvier 2025, le code des douanes
et impôts indirects relevant de l'administration des douanes
et impôts indirects, approuvé par le dahir portant loi
n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), est complété
par l'article 95 bis comme suit :

« Article 95 bis. – En cas de rectification ou d'annulation
« des déclarations en détail, et sous réserve des dispositions
« de l'article 99 *quinquies* ci-dessous, l'administration procède
« à la restitution du montant des droits et taxes indûment
« perçus. »

Tarif des droits de douane

Article 4

A compter du 1^{er} janvier 2025, le tarif des droits
d'importation fixé par l'article 4 §I de la loi de finances n° 25-00
pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000, promulguée
par le dahir n° 1-00-241 du 25 rabii I 1421 (28 juin 2000), tel
qu'il a été modifié et complété, est modifié comme suit :

Chapitre 30

Produits pharmaceutiques

Notes.

Notes de sous-positions

Notes complémentaires

1/.....

2/ a-.....

b- Ne rentrent aux n°s 3003.20.90.10 et 3004.20.00.50 que les médicaments contenant les autres antibiotiques:

1)- présentés sous forme injectable :

- Amphotericin B liposomal	DCI
- Azithromycine	""
.....
- Ciprofloxacin	""
- Dactinomycine	""
- Daptomycine	""
- Levofloxacin	""
- Mitomycine	""
- Moxifloxacin	""

2)-.....

3)- à base des DCI suivantes, sous toute forme galénique :

.....
- Cefuroxime	""
- Ertapenem	""
.....
- Imipenem // Cilastatin	""
- Ixabepilone	""
- Levofloxacin Hemihydratee	""
.....

2/bis.- Ne rentrent au n° 3004.20.00.60 que les médicaments contenant les autres antibiotiques:

- Cefixime Trihydrate	""
- Cefuroxime Axetil	""
- Rifampicine	""

2/ter.- Ne rentrent au n° 3004.20.00.65 que les médicaments contenant les autres antibiotiques:

.....

- Cefixime

""

3/ Ne rentrent aux n°s 3003.31.00.10, 3003.39.80.10, 3004.31.00.30, 3004.32.00.60, **3004.39.00.30** que les médicaments contenant des hormones ou d'autres produits du n° 29.37 suivants:

a-

b-Contenant des hormones corticostéroïdes, leurs dérivés ou analogues structuraux

1°) **présentés sous forme injectable :**

- Betaméthasone	DCI
- Dexaméthasone	""
- Methylprednisolone	""

.....

c- Contenant autres hormones ou autres produits du n° 29.37

- Acétate de leuproréline	DCI
- Calcitonine	""
- Desogestrel // Ethinylestradiol	""
- Dinoprostone	""
- Folliculo-stimulante (FSH)	""
- Follitropine Alfa	""

.....

- levothyroxine	""
- Ixabepilone	""
- Misoprostol	""
- Menotropine	""
- Métréleptine	""
- Noradrenaline	""

.....

- Somatotropine	""
- Urofollitropine	""

3/bis.-

3/ter.- Ne rentrent aux n°s 3004.32.00.80 que les médicaments contenant des hormones ou d'autres produits du n° 29.37 suivants:

a)-Contenant des hormones corticostéroïdes, leurs dérivés ou analogues structuraux

Betaméthasone	DCI
---------------	-----

.....

Prednisone	""
------------	----

4/ Ne rentrent aux n°s 3003.49.90.10 et 3004.49.00.35 que les médicaments contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés suivantes :

.....

- Oxybuprocaine	""
- Trabectédine	""
- Vincristine (Sulfate) (DCI)	""

4/bis.-

5/ Ne rentrent aux n°s 3003.90.95.00, 3004.50.00.81 et 3004.90.00.70 que les médicaments contenant :

a)-

b)- les DCI suivantes:

1-présentés sous forme injectable :

.....
- Amiodarone (Chlorhydrate)	""
- Azacitidine	""
- Busulfan	""
- Cabazitaxel	""
- Chlorpromazine	""
- Citrate de caféine	""
- Dacarbazine	""
- Décitabine	""
- Dobutamine (Chlorhydrate)	""
.....
- Esomeprazole	""
- Esmolol chlorhydrate	""
- Etamsylate	""
- Fluconazole	""
- Ibuprofène	""
- L-asparaginase	""
- Levomepromazine (Maleate)	""
- Lévosimendan	""
- Meloxicam	""
- Micafungine	""
- Nimodipine	""
- Omeprazole	""
- Palonosetron hydrochloride	""
- Paracetamol	""
- Pasireotide	""
- Plerixafor	""
- Phloroglucinol // Trimethylphloroglucinol	""
- Posaconazole	""
- Ranitidine	""
- Remdesivir	""
- Salbutamol Sulfate	""
- Thiotépa	""
- Bupivacaine	""

2-présentés sous forme de collyres :

.....
- Diclofenac Sodique	""
- Gatifloxacin	""
- Hexamidine (Di-Isethionate)	""
.....
- Ketotifene	""
- Cysteamine	""

3- à base des DCI suivantes, sous toutes formes galéniques :

.....	- Acide obéticholique (DCI)	Amidotrizoate De Sodium (DCI)
.....	- Acide Gadoterique (DCI)	.....
- Acide acétylsalicylique (DCI)	.....	- Charbon Activé // Diméticone (DCI)
- Acide bempédoïque (DCI)	.....	- Charbon activé// Siméticone (DCI)
- Acide bempédoïque // Ezétimibe (DCI)	- Ambenonium (Chlorure) (DCI)	- Charbon Vegetal // Extrait De Rhubarbe // Feuilles De Sene // Soufre (DCI)
- Acide cholique(DCI)	- Ambrisentan (DCI)	
	- Amidotrizoate De Meglumine //	

-
- Cinacalcet (DCI)
- **Cinnarizine // Dmenhydrinate (DCI)**
- Cisatracurium (Besilate) (DCI)
-
- Diosmectite (DCI)
- **Diméthyl fumarate (DCI)**
- Dipropionate De Beclomethasone Anhydre // Fumarate De Formoterol Dihydrate (DCI)
-
- Drospirenone // Ethinylestradiol (DCI)
- **Doxylamine // Pyridoxine(DCI)**
- Duloxetine (Chlorhydrate) (DCI)
-
- Efavirenz // emtricitabine // Ténofovir (disoproxil Fumarate) (DCI)
- **Edoxaban(DCI)**
- Etoriptan (DCI)
-
- Eribuline Mesilate (DCI)
- **Erlotinib (DCI)**
- Erythropoetine (DCI)
-
- Fer (DCI)
- **Fingolimod (DCI)**
- Flucytosine (DCI)
-
- Gemcitabine Chlorhydrate (DCI)
- **Givosiran (DCI)**
- Glucagon Biogenetique (DCI)
-
- Glucosamine (Sulfate) (DCI)
- **Glycérol phénylbutyrate (DCI)**
- Gosereline (Acetate) (DCI)
-
- Ibrutinib (DCI)
- **Idébénone (DCI)**
- Ifosfamide (DCI)
-
- Indapamide // Amlodipine (DCI)
- **Inotersen (DCI)**
-
- Insaponifiable D'Huile D'Avocat - Soja (DCI)
-
- Ivabradine (Chlorhydrate) (DCI)
- **Ivermectine (DCI)**
- **Ixazomib (DCI)**
- kétamine hydrochlorid (DCI)
-
- Lenograstim (DCI)
- **lenvatinib mésilate (DCI)**
- Levetiracetam (DCI)
-
- Lopinavir/Ritonavir (DCI)
- **Lumasiran (DCI)**
- **Lurbinectedin (DCI)**
- Lutropine Alfa (DCI)
-
- Memantine Hydrochlorhydrate (DCI)
- **Mercaptamine (DCI)**
- Mercaptopurine (DCI)
-
- Mesna (DCI)
- **Méthocarbamol (DCI)**
- Methotrexate (DCI)
-
- Neostigmine (Methylsulfate) (DCI)
- **Netupitant // Palonosetron (DCI)**
- Névirapine(DCI)
-
- Oxyde D'Aluminium // Hydroxyde De Magnesium (DCI)
- **Ozanimod (DCI)**
- Paclitaxel (DCI)
- Palbociclib (DCI)
- **Palonosétron (DCI)**
- Parécoxib sodium (DCI)
- Paricalcitol (DCI)
- **Patisiran (DCI)**
- **Pegcetacoplan (DCI)**
- **Pegunigalsidase Alfa (DCI)**
- Pemetrexed Disodique (DCI)
-
- Phenylephrine (DCI)
-
- **Phénylbutyrate de sodium (DCI)**
- Pipotiazine (DCI)
- **Pomalidomide (DCI)**
- Polystyrene Sulfonate De Calcium (DCI)
-
- Quetiapine (DCI)
- Rabeprazole (DCI)
-
- Salbutamol (DCI)
- **Secnidazole (DCI)**
- Sevelamer Chlorhydrate (DCI)
- Sevoflurane (DCI)
- **Siponimod (DCI)**
- Sofosbuvir // Velpatasvir (DCI)
- **Silodosine (DCI)**
- Spirinolactone (DCI)
-
- Spores De Bacillus Clausii Multiresistants Aux Antibiotiques (DCI)
- **Streptokinase (DCI)**
- Sugammadex (Sodique) (DCI)
-
- Tirofiban (DCI)
- **Tivozanib (DCI)**
- Tizanidine (DCI)
-
- Udenafil (DCI)
- **Ulinastatin (DCI)**
- Ulipristal Acetate (DCI)
-
- Valproate de Sodium (DCI)
- **Velmanase Alfa (DCI)**
- Venlafaxine (chlorhydrate) (DCI)
-
- Verapamil (Chlorhydrate) (DCI)
- **Vigabatrine (DCI)**
- Vinorelbine (Ditartrate) (DCI)
- **Vismodégib (DCI)**
- **Volanésorsen (DCI)**
- Voriconazole (DCI)
-

c)- des vitamines suivantes :

-
- Isotretinoïne ""
 - **Tocofersolan** ""
 - **Vitamine D3 (Cholecalciferol)** ""
 - Vitamine K1 ""

d)- des antidiabétiques suivants :

-
- Linagliptine ""
 - **Linagliptine // Empagliflozin** ""
 - Linagliptine // Metformine ""
-

5/ bis.- Ne rentrent au n° 3004.90.00.75 que les médicaments contenant :

a)- les DCI suivantes:

-
- Rivaroxaban ""
 - Tadalafil ""
 - **Quetiapine (fumarate)** ""
 - Valsartan ""
-

5/ter.- Ne rentrent au n° 3004.90.00.80 que les médicaments contenant:

-
- Repaglinide ""
 - **Rosuvastatine** ""
 - Solifenacine Succinate ""
-

6/ Ne rentrent au n° 3003.90.94.00 que les médicaments antidiabétiques suivants:

.....
.....

Codification				Désignation des Produits	Droit d'importation	Unité de Quantité Normalisée	Unités Complémentaires
3	15.16	1516.20	25 00	Graisses et huiles animales, végétales ou microbienne et leurs fractions, partiellement ou totalement hydrogénées, interestérifiées, réestérifiées ou élaïdinisées, même raffinées, mais non autrement préparées. - Graisses et huiles végétales et leurs fractions ----- autres : ----- en emballages immédiats d'un contenu net inférieur ou égal à 20 kgs..... ----- autres :	17,5	kg	-
3			31				
8	30.04	3004.39	00	Médicaments (à l'exclusion des produits des n°s 30.02, 30.05 ou 30.06) constitués par des produits mélangés ou non mélangés, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, présentés sous forme de doses (y compris ceux destinés à être administrés par voie percutanée) ou conditionnés pour la vente au détail. -- Autres --- autres, visés à la note complémentaire n 3c du présent Chapitre.....	2,5	Kg	-
8			20				
8			30				
8			75				
8			95				
5	35.05	3505.10	10 00	Dextrine et autres amidons et féculés modifiés (les amidons et féculés pré-gélatinisés ou estérifiés, par exemple); colles à base d'amidons ou de féculés, de dextrine ou d'autres amidons ou féculés modifiés. - Dextrine et autres amidons et féculés modifiés --- amidons (solubles ou torréfiés).....	17,5	Kg	-
5			20 00				
5			30 00				
8	40.16	4016.99	95 00	Autres ouvrages en caoutchouc vulcanisé non durci. -- Autres ----- autres : ----- articles à usages techniques : ----- autres : ----- Coussinets de diffuseurs d'un diamètre intérieur de 20 mm ou 22 mm, pour pompes centrifuges ----- autres.....	2,5	kg	-
8			96				
8			10				
8			90		30	kg	-

40.17	4017.00			Caoutchouc durci (ébonite, par exemple) sous toutes formes, y compris les déchets et débris ; ouvrages en caoutchouc durci.			
7		80	10	----- autres : ----- bague d'usure de diffuseur en caoutchouc moulé renforcé seulement de métal, pour pompes centrifuges, d'une épaisseur de 9,5 mm, d'un diamètre extérieur de 71 mm et d'un diamètre intérieur de 51mm ou de 54 mm ou d'une épaisseur de 9 mm, d'un diamètre extérieur de 76 mm et d'un diamètre intérieur de 62 mm ou d'une épaisseur de 9 mm, d'un diamètre extérieur de 90 mm et d'un diamètre intérieur de 75 mm.....	2,5	kg	-
7			20	----- joint clapet en caoutchouc moulé renforcé seulement de métal, pour pompes centrifuges, d'une épaisseur de 8 mm, d'un diamètre extérieur de 71 mm et d'un diamètre intérieur de 57 mm ou d'une épaisseur de 9 mm, d'un diamètre extérieur de 76 mm et d'un diamètre intérieur de 60 mm ou d'une épaisseur de 10 mm, d'un diamètre extérieur de 90 mm et d'un diamètre intérieur de 70 mm.....	2,5	kg	-
7			90	----- autres.....	30	kg	-
55.03				Fibres synthétiques discontinues, non cardées ni peignées ni autrement transformées pour la filature.			
	5503.20	00		- De polyesters:			
4			10	-----			
4			20	----- d'un titre supérieur ou égal à 3,78 décitex et inférieur à 22,22 décitex	10	kg	-
4			90	-----			
72.10				Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus.			
	7210.70			- Peints, vernis ou revêtus de matières plastiques			
				----- autres, simplement découpés de forme carrée ou rectangulaire, mais non autrement ouvrés :			
5		21	00	-----			
5		23	00	----- en acier non allié, simplement zingués, émaillés ou revêtus de matières plastiques sur une seule face au moins où lesdites opérations provoquent une apparence blanche brillante, même comportant des inscriptions permanentes (lignes, quadrillages, etc.), à surfaces magnétiques et effaçables à sec suite à l'écriture ou le dessin par des marqueurs à mèche feutre ou à pointe poreuse, d'une largeur comprise entre 600 mm et 1300 mm, utilisés pour la fabrication de tableaux blancs, présentés en bobines ou en feuilles non prêtes à l'emploi	10	kg	-
5		28	00	----- autres.....	30	kg	-
		90		----- autres :			
73.18				Vis, boulons, écrous, tire-fond, crochets à pas de vis, rivets, goupilles, clavettes, rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort) et articles similaires, en fonte, fer ou acier			
	7318.16			- Articles filetés :			
				- - - Ecrous			
5		20	00	-----			
		70		----- autres :			
5			10	----- écrous butées, dont le filetage est d'un diamètre de 21 mm avec un pas de 1 mm ou d'un diamètre de 25 mm avec un pas de 1,5 mm, pour pompes centrifuges.....	2,5	kg	-

5			20	-----écrou de blocage en acier inoxydable, pour pompes centrifuges	2,5	kg	-
5			90	----- autres	30	kg	-
	7318.19			-- Autres			
5		20	00	.....		
		80		----- autres :			
5			10	----- manchons à fente verticale (cônes), en acier inoxydable, pour pompes centrifuges	2,5	kg	-
5			90	----- autres	30	kg	-
	7318.21			- Articles non filetés :			
						
						
	74.08			Fils de cuivre.			
						
						
				- En alliages de cuivre :			
				-- A base de cuivre-zinc (laiton)			
				----- dont la plus grande dimension de la section transversale ne dépasse pas 6 mm :			
						
				----- autres :			
				----- filés, étirés ou tréfilés :			
5		21	10	----- dorés ou argentés, d'un diamètre compris entre 0,10 mm et 0,30 mm.....	2,5	kg	-
5			90	----- autres	30	kg	-
5		29	00	.....		
						
	85.04			Transformateurs électriques, convertisseurs électriques statiques (redresseurs, par exemple), bobines de réactance et selfs.			
						
						
				- Convertisseurs statiques			
7		10	00	.....		
		20		----- unités d'alimentation stabilisées présentées isolement :			
7			10	----- visées à la note 6E du Chapitre 84.....	2,5	u	N
7			20	----- solaires (onduleur et redresseur associés à un régulateur), équipées à la fois d'une ou plusieurs entrées de courant continu et alternatif	2,5	u	N
7			90	----- autres	17,5	u	N
				----- autres :			
7		91	00	.....		
		99		----- autres :			
						
						
7			50	.....		
7			70	----- autres	17,5	u	N
7			00	.....		
	8504.50	00	00	.....		
						

Taxes intérieures de consommation

Article 5

I- A compter du 1^{er} janvier 2025, les dispositions des articles premier, 9, 10 et 56-1° du dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages, tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées ou complétées comme suit :

« Article premier. – L'administration des douanes et « impôts indirects assujetti :

« 1 – les limonades
«
«

« 9. – les liquides dits
« « cigarettes électroniques » et appareils similaires, les
« produits connexes de tabac pour pipe à eau (muassel sans
« tabac) et les substituts nicotiques sans tabac ainsi que les
« cigarettes électroniques jetables ;

« 10 – les pneumatiques
(la suite sans modification.)

« Article 9. – Les quotités ci-après :

« A. –

« C. – Taxes intérieures de consommation applicables
« aux produits énergétiques et aux bitumes

DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ DE PERCEPTION	QUOTITÉ (DH)
Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux :		
.....
.....
- Huiles lourdes :		
- -
-- Fuel oils :		
.....
.....
---- Léger (FO n°7) .....	.....	.....
---- Lourd (FO n°2)	100 kgs	24,24
---- Autres :		
----- Fuel oils récupéré	100 kgs	24,24
----- Autres .....	.....	.....
- Huiles lubrifiantes et autres		
-- Destinées à être mélangées (huiles de base ou autres).....	-id-	234,00

-- Spindle	-id-	234,00
-- Autres		
--- Combustible .....	.....	.....
--- Autres	-id-	234,00
.....
.....
- Carburants constitués .....	.....	.....
- Préparations non dénommées ni comprises ailleurs contenant, en poids, une proportion d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux supérieure à 70 % et dont ces huiles constituent l'élément de base.....	-id-	234,00
- Gaz de pétrole .....	.....	.....
.....
.....
- Supercarburant .....	.....	.....
- Préparations lubrifiantes contenant comme constituants de base moins de 70% en poids d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux à l'exception de celles utilisées pour le traitement des matières textiles, du cuir, des pelleteries ou d'autres	-id-	234,00
Alkylidène .....	.....	.....
Bitumes, asphaltes et mélanges bitumineux.....	-id -	51,00
- Autres .....	.....	.....
Houilles ; briquettes, boulets et combustibles solides similaires obtenus à partir de la houille (27-01 du tarif)	100 Kgs nets	12,48
Lignites .....	.....	.....
.....

« F. –

« G. –

« H. – Taxes intérieures de consommation applicables aux

« liquides pour charger ou recharger les appareils électroniques

« dits « cigarettes électroniques » et appareils similaires, les

« produits connexes de tabac pour pipe à eau (muassel sans

« tabac) et les substituts nicotiques sans tabac ainsi que les

« cigarettes électroniques jetables

DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ DE PERCEPTION	QUOTITÉ (DH)
I – Liquides pour charger ou recharger .....	.....	.....
II – Produits connexes .....	.....	.....
III – Substituts nicotiniques sans tabac	1 Kilogramme	220
IV – Cigarettes électroniques jetables	Unité	50

« I. –

(la suite sans modification.)

« Article 10. – La mise à la consommation

« des tabacs manufacturés, des produits connexes de tabac, des
 « liquides pour charger ou recharger les cigarettes électroniques,
 « des substituts nicotiniques sans tabac et des cigarettes
 « électroniques jetables, des produits contenant du sucre,
 « soumis aux tableaux A, G,
 « H et L de l'article 9 ci-dessus, doit se faire dans des contenants
 « ou des emballages en
 « tenant lieu. »

« Article 56. – 1° Les infractions aux dispositions des
 « articles 10, 11, 42 bis et 54 du présent dahir
 « de l'article 287 bis dudit code. »

II. – Date d'effet :

La mise à la consommation dans des contenants et emballages munis de marques fiscales ou de tout autre procédé en tenant lieu, prévue à l'article 10 du dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) précité, sera étendue à compter du 1^{er} janvier 2026 aux produits connexes de tabac, des liquides pour charger ou recharger les cigarettes électroniques, des substituts nicotiniques sans tabac et des cigarettes électroniques jetables fixées au tableau H dudit article 10, tel que modifié et complété par le paragraphe I ci-dessus.

Régime fiscal de faveur

Article 6

Par dérogation aux dispositions du tarif des droits d'importation fixé par l'article 4-I de la loi de finances n° 25-00 pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000, promulguée par le dahir n° 1-00-241 du 25 rabii I 1421 (28 juin 2000), tel qu'il a été modifié et complété, est suspendu jusqu'au 31 décembre 2025, le droit d'importation appliqué aux :

- animaux domestiques vivants des espèces bovine, ovine, caprine et camélidé dans la limite d'un contingent fixé respectivement à cent cinquante mille (150 000) têtes, sept cent mille (700 000) têtes, vingt mille (20 000) têtes et quinze mille (15 000) têtes ;
- les velles reproductrices et les génisses dans la limite d'un contingent de vingt mille (20 000) têtes pour chaque catégorie ;
- viandes et abats des animaux domestiques des espèces bovine, ovine, caprine et camélidé fraîches ou réfrigérées ou congelées dans la limite d'un contingent de quarante mille (40 000) tonnes ;
- riz cargo importé par les industriels du secteur, relevant de la position 1006.20.90.00 du tarif des droits d'importation dans la limite d'un contingent de cinquante cinq mille (55 000) tonnes ;
- huile d'olive de qualité vierge et extra vierge, relevant respectivement des positions 1509.20.00.00 et 1509.30.00.00 du tarif des droits d'importation dans la limite d'un contingent de vingt mille (20 000) tonnes.

Taxe sur les bois importés

Article 7

Le premier alinéa de l'article 10 de la loi de finances pour l'année 1986 n° 33-85, promulguée par le dahir n° 1-85-353 du 18 rabii II 1406 (31 décembre 1985), tel qu'il a été modifié notamment, par l'article 6 de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012, promulguée par le dahir n° 1-12-10 du 24 joumada II 1433 (16 mai 2012), est modifié comme suit :

« Article 10 (1^{er} alinéa). – Il est créé une taxe au taux de 12%
 « *ad valorem* sur les bois importés relevant du chapitre 44 du tarif
 « des droits d'importation. Toutefois,
 « tarifaire n° 44.08 et les ouvrages en bois relevant du
 « chapitre 94 du tarif des droits d'importation.

« Cette taxe qui est à la charge
 « en matière de douane.»

Code général des impôts

Article 8

I – A compter du 1^{er} janvier 2025, les dispositions des articles 2, 3, 6, 18, 20-I, 22, 26-II, 34, 39, 57, 58-II, 61-II, 64, 65, 73, 74-I, 78, 82-I, 83, 86, 92, 123, 124, 125, 127, 129, 131, 133, 137, 139-I, 145-X, 160 bis, 173, 174, 186, 201, 207, 208, 219-II, 222, 228-I, 230 bis, 241 bis-I, 247 et 250 du code général des impôts, institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hja 1427 (31 décembre 2006), tel que modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 2.– Personnes imposables

« I.– Sont obligatoirement passibles de l'impôt sur les sociétés :

« 1°–
«
«
« ou des groupements desdites sociétés ;

« 6°– les sociétés en participation comprenant au moins une personne morale ainsi que celles comprenant plus de cinq (5) associés personnes physiques.

« L'imposition est établie au nom de l'associé qui a le pouvoir d'agir au nom de chacune desdites sociétés ;

« 7°– les groupements d'intérêt économique tels que définis par la loi n° 13-97 promulguée par le dahir n° 1-99-12 du 18 chaoual 1419 (5 février 1999).

« L'imposition est établie au nom des personnes morales membres desdits groupements à concurrence de leur quote-part dans le résultat net de ces groupements.

« II.– Sont passibles de l'impôt sur les sociétés, sur option irrévocable, les sociétés en participation comprenant moins de six (6) associés, les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple, constituées au Maroc et ne comprenant que des personnes physiques.

« Les sociétés visées à l'alinéa précédent doivent.....
«
« de leur domicile fiscal ou de leur principal établissement.

« III.– Les sociétés, les établissements publics, les associations et autres organismes assimilés, les fonds, les groupements d'intérêt économique, les établissements des sociétés non résidentes dans le présent code.

« Article 3.– Personnes exclues du champ d'application

« Sont exclus du champ d'application de l'impôt sur les sociétés :

« 1°– les sociétés en participation comprenant moins de six (6) associés, les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple constituées au Maroc et ne comprenant que des personnes physiques, sous réserve

(la suite sans modification.)

« Article 6.– Exonérations

« I – Exonérations permanentes

« A – Exonérations permanentes

«
«
«
«
« 35° – y afférents ;

« 36° – les représentations de la Fédération Internationale de Football Association au Maroc, créées conformément à la législation et la réglementation en vigueur, au titre de l'ensemble de leurs activités ou opérations conformes à l'objet défini dans ses statuts.

« Les organismes précités, autres que ceux visés au 10°,, 33° et 36° ci-dessus, sont exclus

« C – Exonérations permanentes en matière d'impôt retenu à la source

« Sont exonérés de l'impôt sur les sociétés retenu à la source :

« 1° – Les produits des actions, parts sociales et revenus assimilés suivants :

« –
«
«
«

« – les produits des actions appartenant programmes approuvés par le gouvernement ;

« – les produits provenant des bénéficiaires des représentations de la Fédération Internationale de Football Association au Maroc précitées, versés, mis à la disposition ou inscrits en compte de la Fédération Internationale de Football Association ou de ses entités affiliées.

« 2° –
«
«

« 4° – transport international.

« 5° – Les produits bruts visés à l'article 15 ci-dessous, versés, mis à la disposition ou inscrits en compte de la Fédération Internationale de Football Association ou de ses entités affiliées non résidentes, par les représentations de la Fédération Internationale de Football Association établies au Maroc.

« II.–

(la suite sans modification.)

« Article 18.– Lieu d'imposition

« Les sociétés au Maroc.

« En cas d'option pour l'impôt sur les sociétés, les sociétés
« en nom collectif et les sociétés en commandite simple visées
« à l'article 2-II ci-dessus sont imposées en leur nom, au lieu
« de leur siège social ou de leur principal établissement. »

« Article 20.– I. – Les sociétés qu'elles soient

«
« l'article 83 ci-dessous.

« Les groupements d'intérêt économique, doivent en
« outre joindre à leur déclaration du résultat fiscal l'état de
« répartition du résultat net entre les membres faisant ressortir
« pour chacun d'eux :

« – la raison sociale ;

« – l'adresse ;

« – le numéro d'identification fiscale ;

« – la part du membre dans le résultat net réalisé par le
« groupement d'intérêt économique. »

« Article 22.– Revenus et profits imposables

« Les catégories de revenus et profits concernés sont :

« 1°-

«

«

« 5°- mobiliers ;

« 6°- les autres revenus et gains. »

« Article 26. – II. – Lorsqu'une personne physique
« est membre d'une indivision ou associée d'une société
« en participation comprenant moins de six (6) associés
« personnes physiques n'ayant pas opté pour l'impôt sur les
« sociétés, sa part dans le résultat de l'indivision ou de la
« société en participation agricole.

« Toutefois, si l'indivision ou la société en participation
« précitée n'exerce qu'une seule activité

(la suite sans modification.)

« Article 34.– Produits imposables

« Les produits imposables s'entendent :

« I. –

« II. –

« III. – du montant des revenus visés à l'article 30-2°
« ci-dessus. »

« Article 39.– Conditions d'application du régime du
« résultat net simplifié

« Le régime

« 1°-

« 2°- à l'article 30 (1°- c) et 2°) ci-dessus.

« L'option

(la suite sans modification.)

« Article 57.– Exonérations

« Sont exonérés de l'impôt :

« 1°- les indemnités

«
«

« 9°- les retraites complémentaires
« ci-dessus dont la durée du contrat est au moins égale à
« huit (8) ans et dont les cotisations n'ont pas été déduites pour
« la détermination du revenu net imposable.

« Toutefois, en cas de décès ou d'invalidité de l'assuré,
« il n'est pas tenu compte de la durée précitée ;

« 10°- les prestations servies à huit (8) ans.

« Toutefois, en cas de décès ou d'invalidité de l'assuré,
« il n'est pas tenu compte de la durée précitée ;

« 11°- la part

«

« 15°- à son personnel ;

« 16°- l'indemnité de stage versée
« au stagiaire par les entreprises du secteur privé, pour une
« période de douze (12) mois.

« Lorsque de l'exonération.

« L'exonération suivantes :

« a)

« b)

« c) desdits stagiaires.

« En cas de respect des conditions précitées et de
« recrutement du stagiaire dans le cadre d'un contrat de travail
« à durée indéterminée, le salaire mensuel brut plafonné à
« dix mille (10 000) dirhams versé à ce dernier, bénéficie
« également de l'exonération de l'impôt sur le revenu pour
« une période de douze (12) mois ;

« 17°- les bourses

«

« 25°- intervention de l'employeur ;

« 26°- les revenus salariaux et assimilés, prévus à l'article
« 56 ci-dessus, versés par les représentations de la Fédération
« Internationale de Football Association au Maroc précitées à
« leur personnel n'ayant pas la nationalité marocaine. »

« Article 58.– II. – Cas particuliers :

« A. –

« B. –

« C. – l'article 82 ci-dessous.

« D. – Les prestations servies au titre d'un contrat
« de retraite complémentaire, d'assurance sur la vie ou de
« capitalisation ou d'un contrat d'investissement Takaful

« Les prestations relatives aux retraites complémentaires
« visées à l'article 57-9° ci-dessus et celles relatives aux contrats
« d'assurance sur la vie ou de capitalisation ou au contrat
« d'investissement Takaful, visées à l'article 57-10° ci-dessus,
« servies avant l'expiration de la durée de huit (8) ans, sont
« imposables à l'impôt sur le revenu, dans les cas ci-après, par
« voie de retenue à la source opérée par le débirentier, aux taux
« du barème prévu à l'article 73-I ci-dessous :

« 1– cas de versement d’un capital

« La base imposable de la prestation versée sous forme de capital est égale à la différence entre le montant du capital perçu et le montant des cotisations ou primes versées par l’assuré correspondant audit capital.

« 2– cas de versement d’une rente certaine

« La base imposable de la prestation versée à l’assuré sous forme de rente certaine, au titre de chaque période, est égale à la différence entre le montant de la rente à verser au titre de la période concernée et la quote-part du montant des cotisations versées afférent à cette période.

« 3– cas de versement d’une rente viagère

« Lorsque la prestation est versée sous forme de rente viagère, celle-ci est imposable dans les conditions de droit commun, conformément aux dispositions de l’article 60-I ci-dessous. »

« Article 61. – II. – Sont considérés à l’occasion :

« – de la vente de tels immeubles ;

« – de l’expropriation publique ;

« – de l’expropriation d’immeubles ou de droits réels immobiliers par voie de fait ;

« – de tout transfert de propriété d’immeubles ou de droits réels immobiliers en exécution d’une décision judiciaire ayant force de chose jugée ;

« – de l’apport en société d’immeubles
(la suite sans modification.)

« Article 64. – Détermination du revenu foncier imposable

« I. –

« II. –

« III. – de fruit.

« IV. – Les contribuables disposant des revenus fonciers soumis à la retenue à la source prévue à l’article 160 bis ci-dessous, peuvent opter pour l’imposition desdits revenus selon le taux libératoire prévu à l’article 73-II-F-12° ci-dessous, sur la base du montant brut imposable des revenus fonciers prévu au I ci-dessus.

« Dans ce cas, une demande doit être souscrite, par procédé électronique, auprès de l’administration fiscale contre récépissé, selon un modèle établi à cet effet.

« Les contribuables concernés doivent remettre une copie du récépissé précité aux personnes chargées d’opérer la retenue à la source prévue à l’article 160 bis ci-dessous au moins trente (30) jours avant la date de l’échéance du versement du loyer du mois qui suit celui de dépôt de la demande d’option.

« Ladite option prend effet à compter du mois qui suit celui de la remise de la copie du récépissé précité aux personnes chargées d’opérer la retenue à la source.

« Pour mettre fin à l’option pour l’imposition selon le taux libératoire précitée, les contribuables concernés doivent souscrire une demande, par procédé électronique auprès de l’administration fiscale contre récépissé, selon un modèle établi à cet effet. Ils doivent également remettre une copie dudit récépissé aux personnes chargées d’opérer la retenue à la source au moins quinze (15) jours avant la date de l’échéance du versement du loyer du mois qui suit celui de dépôt de la demande précitée.

« Article 65. – Détermination du profit foncier imposable

« Le profit d’acquisition.

« I.- le prix de cession est diminué l’article 224 ci-dessous.

« En cas d’expropriation pour cause d’utilité publique ou par voie de fait ou en cas de tout transfert de propriété, en exécution d’une décision judiciaire ayant force de chose jugée, le prix de cession s’entend du montant total versé suite à ladite décision judiciaire.

« Le prix exprimé
(la suite sans modification.)

« Article 73. – Taux de l’impôt

« I.– Barème de calcul

« Le barème de calcul de l’impôt sur le revenu est fixé comme suit :

« – la tranche du revenu allant jusqu’à 40 000 dirhams est exonérée ;

« – 10% pour la tranche du revenu allant de 40 001 à 60 000 dirhams ;

« – 20% pour la tranche du revenu allant de 60 001 à 80 000 dirhams ;

« – 30% pour la tranche du revenu allant de 80 001 à 100 000 dirhams ;

« – 34% pour la tranche du revenu allant de 100 001 à 180 000 dirhams ;

« – 37% pour le surplus.

« II.– Taux spécifiques

« Le taux de l’impôt est fixé comme suit :

«

«

« F.– 20% :

« 1°–

«

«

« 11°– 40-II ci-dessus ;

« 12°– pour le montant brut des revenus fonciers imposables prévus à l’article 61-I ci-dessus, égal ou supérieur à cent vingt mille (120 000) dirhams, versé aux personnes ayant opté pour l’imposition selon le taux libératoire prévu à l’article 64-IV ci-dessus.

« G.- 30% :

« 1°-

«
«
« 8°- pour le surplus article 45 bis-II
« ci-dessus ;

« 9°- pour les gains de jeux de hasard visés à l'article
« 70 bis-2° ci-dessus.

« III.- Les personnes physiques
« par voie réglementaire.

« Les prélèvementsF (2°,.....10°, 11° et 12°),
« G (2°, 3°, 8° et 9°) du paragraphe le revenu. »

« Article 74.- I.- Il est déduit une somme
« de cinq cents (500) dirhams par personne à charge au sens
« du II du présent article.

« Toutefois, le montant ne peut
« pas dépasser trois mille (3000) dirhams. »

« Article 78.- Déclaration d'identité fiscale

« Les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu au
« titre des revenus visés à l'article 22 (3°, 4°, 5° et 6°) ci-dessus,
« y compris.....
(la suite sans modification.)

« Article 82.- I.- Sous réserve des dispositions
«
«
« l'article 173-III ci-dessous.

« Pour les associés des sociétés en participation visées à
« l'article 26-II ci-dessus, cette déclaration doit être également
« accompagnée :

« • des documents comptables générés par la
« comptabilité desdites sociétés qui doit être tenue
« conformément à la législation et la réglementation
« en vigueur. Ces documents comptables
« comprennent notamment :

« – le bilan ;

« – le compte de produits et charges ;

« – l'état des informations complémentaires ;

« • d'un état de répartition du résultat entre les
« associés faisant ressortir pour chacun d'eux :

« – le nom et le prénom ;

« – l'adresse ;

« – le numéro d'identification fiscale ;

« – la part de l'associé dans le résultat net réalisé
« par la société en participation. »

« Article 83.- Déclaration des profits fonciers

« I.- En ce qui concerne les cessions de biens immeubles ...
« prévu à l'article 173 ci-dessous.

« Toutefois, en cas d'expropriation pour cause d'utilité
« publique ou par voie de fait ou en cas de tout transfert de
« propriété, en exécution d'une décision judiciaire ayant
« force de chose jugée, la déclaration prévue ci-dessus doit
« être produite dans les trente (30) jours qui suivent la date de
« l'encaissement du montant accordé.

« La déclaration est souscrite selon un modèle établi
« par l'administration. Elle doit être accompagnée
(la suite sans modification.)

« Article 86.- Dispense de la déclaration annuelle du
« revenu global

« Ne sont pas tenus ci-dessus :
«
«
« 5°- à l'article 73-I ci-dessus ;

« 6°- les contribuables disposant des revenus fonciers,
« pour la partie de ces revenus soumise à la retenue à la source
« au taux libératoire de 20% prévu à l'article 73-II-F-12°
« ci-dessus. »

« Article 92.- Exonérations avec droit à déduction

« I.- Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée avec
« bénéfice du droit à déduction prévu à l'article 101 ci-dessous :

« 1°-
«
«
« 55°- au même usage ;

« 56°- Les biens, matériels, marchandises et services
« acquis ainsi que les opérations réalisées par les représentations
« de la Fédération Internationale de Football Association au
« Maroc précitées, conformément à l'objet défini dans ses
« statuts.

« II. -
(la suite sans modification.)

« Article 123.- Exonérations

« Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée à
« l'importation :

« 1°-
«
«
« 59°- les produits
« du panneau ;

« 60°- les biens, matériels, marchandises et services
« importés par les représentations de la Fédération
« Internationale de Football Association au Maroc précitées,
« conformément à l'objet défini dans ses statuts.

« Article 124.– Modalités d'exonérations

« I.– Les exonérations92-I (5°,
« 51°, 54° et 56°) et II, 123 (15°,50°, 56°
« et 60°) ci- dessus et

(la suite sans modification.)

« Article 125. – Affectation du produit de la taxe sur la
« valeur ajoutée et mesures transitoires

« I. – Le produit de la taxe sur la valeur ajoutée est pris
« en recette, au budget général de l'Etat et, dans une proportion
« ne pouvant être inférieure à 32% et qui sera fixée par les lois
« de finances, aux budgets des collectivités territoriales après
« déduction,

(la suite sans modification.)

« Article 127. – Actes et conventions imposables

« I.– Enregistrement obligatoire

« Sont obligatoirement assujettis
« sans valeur :

« A.– Toutes conventions portant :

« 1°-

«

«

« 2°– bail à rente perpétuelle de biens immeubles, bail
« dont la durée est supérieure à dix (10) ans, bail à vie

(la suite sans modification.)

« Article 129.– Exonérations

« Sont exonérés des droits d'enregistrement :

« I. – Actes présentant un intérêt public :

« 1°-

«

« 4°- la formalité ;

« 5°– les actes et écrits afférents aux activités et opérations
« réalisées par les représentations de la Fédération
« Internationale de Football Association au Maroc précitées,
« conformément à l'objet défini dans ses statuts.

« II. –

« III. – Actes présentant un intérêt social :

« 1°-

«

«

« 13°– les actes constatant la vente ou la location
« par bail dont la durée est supérieure à dix (10) ans de lots
« domaniaux

«

« 19°– menaçant ruine ;

« 20°– les actes portant mutation à titre gratuit
« d'immeubles au profit des familles de Chouhadas composées
« des veuves de martyrs et leurs enfants, des militaires mutilés
« lors des opérations et des militaires rapatriés et ralliés.

« IV. –

(la suite sans modification.)

« Article 131.– Base imposable

« Pour la liquidation comme

« suit :

« 1°-

«

«

« 19°- Pour les baux à rentes perpétuelles de biens
« immeubles, les baux dont la durée est supérieure à dix
« (10) ans et ceux charges.

« Toutefois, pour les baux dont la durée est supérieure
« à dix (10) ans portant sur les terrains

(la suite sans modification.)

« Article 133.– Droits proportionnels

« I. – Taux applicables

« A.– Sont soumis au taux de 6% :

« 1°-

«

« 3°- les baux à rentes perpétuelles de biens immeubles,
« baux dont la durée est supérieure à dix (10) ans, ceux à vie
«

(la suite sans modification.)

« Article 137.– Obligations des notaires, des adoul, des
« cadi chargés du taoutiq et des secrétaires greffiers

« I. – Obligations des notaires

« Les notaires sont tenus des droits.

« Les notaires hébraïques des droits.

« Les notaires doivent présenter à l'administration
« fiscale les registres minutes pour visa. Ils sont tenus en outre
« de lui transmettre par procédé électronique une copie des
« actes portant leur signature électronique et d'acquitter les
« droits d'enregistrement

(la suite sans modification.)

« Article 139.- I. – Nonobstant toutes dispositions
« contraires, il ne peut être reçu par le conservateur de la
« propriété foncière, si cet acte
« n'a pas été préalablement enregistré et accompagné d'une
« attestation d'enregistrement dudit acte, délivrée selon
« un modèle établi par l'administration, permettant audit
« conservateur de s'assurer de l'accomplissement de la formalité
« de l'enregistrement et du paiement des droits y correspondant.

« Article 145-X. – Les contribuables soumis à
« l'impôt une adresse
« électronique auprès d'un prestataire de services de confiance,
« conformément à la législation et à la réglementation
« en vigueur, permettant l'échange électronique entre
« l'administration fiscale et les contribuables. »

« Article 160 bis.- Retenue à la source au titre des
« revenus fonciers versés à des personnes physiques par
« des personnes morales de droit public ou privé et par des
« personnes physiques dont les revenus professionnels sont
« déterminés selon le régime du résultat net réel ou celui du
« résultat net simplifié

« La retenue à la source l'article 198
« ci-dessous.

« Cette retenue à la source est opérée au taux prévu
« à l'article 73-II-F-12° ci-dessus au titre des revenus fonciers
« versés aux contribuables qui ont opté pour l'imposition selon
« le taux libératoire prévue à l'article 64-IV ci-dessus.

« Toutefois..... sont dispensées de
« l'obligation de la retenue à la source opérée aux taux prévus à
« l'article 73-II (B-5° et C-4°) ci-dessus, lorsque le montant
« ne dépasse pas quarante mille (40 000) dirhams.

« Sont dispensés également
(la suite sans modification.)

« Article 173.- Recouvrement par paiement spontané

« I. – Est versé spontanément auprès du receveur de
« l'administration fiscale :

« – le montant de la cotisation 1^{er} février
« de chaque année ;

« – l'impôt dû par le cédant
« l'administration fiscale.

« Les personnes n'ayant pas souscrit 5% du prix
« de cession, à l'exclusion :

« • des personnes qui réalisent les opérations suivantes :

« – les opérations ci-dessus ;

« – les opérations d'apport 161 *quinquies* ci-dessus ;

« • des personnes dont la propriété a fait l'objet
« d'expropriation pour cause d'utilité publique ou
« par voie de fait ou dont la propriété a été transférée
« en exécution d'une décision judiciaire ayant force de
« chose jugée, et qui sont soumises à la retenue à la
« source prévue à l'article 160 *quater* ci-dessus ;

« - l'impôt dû par le cédant

(la suite sans modification.)

« Article 174. – Recouvrement par voie de retenue à la
« source

« I. –

«

«

« VI. – Les sommes du Royaume.

« VII. – Gains de jeux de hasard

« Le montant de la retenue à la source prévue à l'article
« 160 *ter* ci-dessus doit être versé, à l'administration fiscale,
« par les personnes visées audit article, avant l'expiration du
« mois suivant celui au cours duquel la retenue à la source a
« été opérée.

« Ce versement s'effectue, par procédé électronique,
« selon un modèle établi par l'administration.

« VIII. – Montants versés en cas d'expropriation pour
« cause d'utilité publique ou par voie de fait ou en cas de tout
« transfert de propriété en exécution d'une décision judiciaire
« ayant force de chose jugée

« Le montant de la retenue à la source prévue à l'article
« 160 *quater* ci-dessus doit être versé, à l'administration fiscale,
« par la personne visée audit article, avant l'expiration du mois
« suivant celui au cours duquel la retenue à la source a été
« opérée.

« Ce versement s'effectue, par procédé électronique,
« selon un modèle établi par l'administration. »

« Article 186. – Sanctions applicables en cas de
« rectification de la base imposable

« A. – Une majoration

«

« Toutefois 117 et 156 à 160 *ter* ci-dessus.

« B. – Les taux

(la suite sans modification.)

« Article 201. – Sanction pour infraction aux dispositions
« relatives à la déclaration d'identité fiscale

« Une amende de à l'article 22
« (3°, 4°, 5° et 6°) ci-dessus, y compris ceux

(la suite sans modification.)

« Article 207. – Sanctions applicables aux notaires

« Une amende 208 ci-après.

« Une amende de cinquante mille (50 000) dirhams est
« applicable au notaire qui transmet une copie d'acte qui
« ne porte pas une signature électronique de ce dernier
« conformément aux dispositions de l'article 137 (I-3° alinéa)
« ci-dessus.

« Cette amende est émise par voie d'ordre de recettes et
« est immédiatement exigible, sans procédure. »

« Article 208. – Sanctions pour paiement tardif des
« impôts, droits et taxes

« I. – Une pénalité de 10%.....

«

« – portée à 20% 117 et 156 à 160 *ter*
« ci-dessus.

« Par dérogation

(la suite sans modification.)

« Article 219. – II. – Outre les formes de notification visées
« au paragraphe I ci-dessus, la notification peut être effectuée
« par procédé électronique, conformément à la législation et
« la réglementation en vigueur, à l'adresse électronique visée
« à l'article 145-X ci-dessus,
« par le contribuable.

« La notification par procédé électronique visée à l'alinéa
« précédent produit les mêmes effets juridiques que celle visée
« au paragraphe I ci-dessus. »

« Article 222. – Régularisation de l'impôt retenu à la
« source

« A. – L'administration peut être amenée à apporter
« de déclaration :

« – des produits des.....

«

«

« – des rémunérations 45 *bis*
« ci-dessus ;

« – des gains de jeux de hasard prévus à l'article 70 *bis*-2°
« ci-dessus.

« Dans ces cas, elle notifie
« les impositions sur les montants qu'elle a arrêtés.

« Ces impositions..... 235 ci-dessous.

« B. – Lorsque revenus assimilés,
« l'administration notifie

(la suite sans modification.)

« Article 228. – I. – Lorsque le contribuable :

« 1° – ne produit

«

«

« – la déclaration l'article 151 ci-dessus ;

« – la déclaration des gains de jeux de hasard prévue à
« l'article 154 *quater* ci-dessus ;

« 2° – ou produit des droits ;

« 3° – n'effectue pas 157, 160 *bis* et
« 160 *ter* ci-dessus,

« il est invité,

(la suite sans modification.)

« Article 230 bis. – Procédure pour l'application des
« sanctions en cas de déclaration ne comportant pas certaines
« indications

« Lorsque 154, 154 *bis* et 154 *quater*
« ci-dessus ne comportent pas

« Si le contribuable aux articles 184,
« 194, 195,

(la suite sans modification.)

« Article 241 bis. – I. – Restitution en matière d'impôt
« retenu à la source

« Lorsque le montant des retenues
« l'article 84 ci-dessus.

« Lorsque le montant retenu à la source et versé au Trésor
« par les personnes visées à l'article 160 *quater* ci-dessus excède
« celui de l'impôt correspondant au profit foncier réalisé ou
« constaté en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique
« ou par voie de fait ou en cas de tout transfert de propriété en
« exécution d'une décision judiciaire ayant force de chose
« jugée, le contribuable concerné bénéficie d'une restitution
« d'impôt calculée au vu de la déclaration des profits fonciers
« visée à l'article 83 ci-dessus, sous réserve des dispositions de
« l'article 224 du présent code. »

« Article 247. – Dates d'effet et dispositions transitoires

« I. –

«

«

«

« XXXXI. –

«

« H. – 2025.

« XXXXII. – Par dérogation aux dispositions de
« l'article 121 ci-dessus, sont exonérés de la taxe sur la valeur
« ajoutée à l'importation à compter du 1^{er} janvier 2025 et
« jusqu'au 31 décembre 2025, les opérations d'importation
« des animaux vivants et produits suivants :

« – les animaux vivants des espèces bovines, ovines,
« caprines et camélidés, dans la limite d'un contingent fixé,
« respectivement, à cent cinquante mille (150 000) têtes, sept
« cent mille (700 000) têtes, vingt mille (20 000) têtes et
« quinze mille (15 000) têtes ;

« – les velles reproductrices et les génisses, dans la limite
« d'un contingent de vingt mille (20 000) têtes pour chaque
« catégorie ;

« – les viandes des animaux des espèces bovines, ovines et
« caprines, fraîches, réfrigérées ou congelées, dans la
« limite d'un contingent de quarante mille (40 000)
« tonnes ;

« – le riz cargo importé par les industriels du secteur,
« dans la limite d'un contingent de cinquante-cinq mille
« (55 000) tonnes ;

« – les huiles d'olive de qualité vierge et extra vierge, dans
« la limite d'un contingent de vingt mille (20 000)
« tonnes. »

« Article 250. – Exonérations

« Sont exonérés des droits de timbre, les actes et écrits
« exonérés des droits d'enregistrement en vertu de l'article 129
« du présent code, ainsi que les actes et écrits ci-après :

« I. – Actes établis dans un intérêt public ou administratif

« 1^o –

«

«

« 9^o –

« leurs délivrances ou prorogations ;

« 10^o – Les titres de séjour délivrés aux représentants de
« la Fédération Internationale de Football Association et aux
« employés des représentations de la Fédération Internationale
« de Football Association au Maroc.

« II. –

(la suite sans modification.)

II. – A compter du 1^{er} janvier 2025, le code général des
impôts est complété par la section VI du chapitre III du titre II
de la première partie du livre premier et ses articles 70 *bis*
et 70 *ter* et par les articles 154 *quater*, 160 *ter*, 160 *quater*,
203 *ter*, 206 *bis*, 221 *ter* ainsi que par le titre VII du livre III
et ses articles 293, 294, 295, 296 et 297, comme suit :

« SECTION VI. – AUTRES REVENUS ET GAINS

« Article 70 *bis*. – Définition des autres revenus et gains

« Sont considérés comme autres revenus et gains pour
« l'application de l'impôt sur le revenu, les revenus et gains,
« qui ne relèvent pas de l'une des catégories visées à l'article 22
« (1^o à 5^o) ci-dessus, suivants :

« 1^o – les revenus évalués dans le cadre de la procédure
« d'examen de l'ensemble de la situation fiscale des personnes
« physiques, prévue à l'article 216 ci-dessous, dont la source
« n'a pas été justifiée ;

« 2^o – les gains en argent ou en nature des jeux de hasard
« quelle que soit leur forme. Lesdits gains en nature sont
« évalués à leur valeur réelle ;

« 3^o – les revenus et gains divers provenant des opérations
« lucratives qui ne se rattachent pas à une autre catégorie de
« revenus.

« Article 70 *ter*. – Exonérations

« Est exonéré de l'impôt sur le revenu, le montant annuel
« brut des gains de jeux de hasard prévus à l'article 70 *bis*-2^o
« ci-dessus qui ne dépasse pas cinq mille (5 000) dirhams. »

« Article 154 *quater*. – Déclaration des gains de jeux de
« hasard

« Les personnes visées à l'article 160 *ter* ci-dessous qui
« versent ou interviennent dans le paiement des gains de jeux
« de hasard à des personnes physiques, doivent souscrire, par
« procédé électronique, auprès de l'administration fiscale,
« avant le 1^{er} mars de chaque année, une déclaration au titre
« desdits gains.

« Cette déclaration doit comporter, pour chaque
« bénéficiaire des gains précités, les indications suivantes :

« – le prénom et nom ;

« – le numéro de la carte nationale d'identité électronique
« ou la carte de séjour ou le numéro d'identification
« fiscale ;

« – le montant brut des gains versés ;

« – le montant de la retenue à la source correspondante. »

« Article 160 *ter*. – Retenue à la source sur les gains de
« jeux de hasard

« Les personnes qui versent ou interviennent dans le
« paiement des gains de jeux de hasard prévus à l'article 70 *bis*-2^o
« ci-dessus à des personnes physiques, doivent opérer pour le
« compte du Trésor, une retenue à la source au titre desdits
« gains au taux prévu à l'article 73-II- G-9^o ci-dessus.

« Pour les gains versés au titre des jeux de hasard
« par internet, cette retenue à la source est opérée par
« les établissements de crédit et organismes assimilés ou toute
« autre personne intervenant dans le paiement desdits gains.

« Article 160 *quater*. – Retenue à la source sur les
« montants versés suite au transfert de propriété d'immeubles
« et droits réels immobiliers en exécution d'une décision
« judiciaire

« Les personnes intervenant dans le paiement des
« montants versés aux personnes physiques en exécution
« d'une décision judiciaire ayant force de chose jugée, en cas
« d'expropriation pour cause d'utilité publique ou par voie de
« fait ou en cas de tout transfert de propriété, doivent opérer
« pour le compte du Trésor, une retenue à la source au taux
« de 5% sur le montant total brut versé.

« La retenue à la source précitée est imputable sur le
« montant de l'impôt sur le revenu au titre des profits fonciers
« réalisés dans les cas précités, avec droit à restitution. »

« Article 203 ter. – Sanctions pour infraction aux
« dispositions relatives à la déclaration des gains de jeux de
« hasard

« Les personnes visées à l'article 160 *ter* ci-dessus qui
« n'ont pas souscrit ou ont souscrit hors délai la déclaration
« prévue à l'article 154 *quater* ci-dessus, encourent les
« majorations prévues à l'article 184 ci-dessus calculées sur
« le montant de l'impôt retenu ou qui aurait dû être retenu.

« En cas de déclaration incomplète ou comportant des
« éléments discordants, les majorations précitées sont calculées
« sur le montant de l'impôt retenu ou qui aurait dû être retenu
« et correspondant aux omissions et inexactitudes relevées. »

« Article 206 bis. – Sanctions applicables aux personnes
« accomplissant la formalité de l'enregistrement par procédé
« électronique

« Une amende de dix mille (10 000) dirhams est
« appliquée aux personnes accomplissant la formalité de
« l'enregistrement par procédé électronique, en cas de non
« renseignement d'informations obligatoires, de renseignement
« d'informations incomplètes ou erronées ou en cas de non
« transmission de l'acte ou de la convention.

« Cette amende est émise par voie d'ordre de recettes et
« est immédiatement exigible, sans procédure. »

« Article 221 ter. – Procédure de conclusion d'un accord
« à l'amiable

« I. – Au cours des procédures fiscales, le contribuable
« peut conclure un accord à l'amiable avec l'administration.
« Cet accord porte sur des questions de fait relatives aux
« éléments d'imposition évalués par l'administration et ne peut
« en aucun cas porter sur des questions de droit.

« L'accord précité est établi en double exemplaire,
« selon un modèle établi par l'administration, comportant
« notamment :

« – le montant des bases imposables et des droits dus,
« objet de cet accord ;

« – le nom et la qualité des signataires ;

« – la date de signature de l'accord.

« Cet accord est définitif et irrévocable et doit être
« accompagné d'une lettre de désistement du contribuable,
« selon un modèle établi par l'administration, de tout recours
« devant la commission locale de taxation, la commission
« régionale du recours fiscal, la commission nationale de
« recours fiscal, l'administration fiscale et les tribunaux.

« II. – En cas de jugement définitif ayant acquis force
« de chose jugée, l'accord à l'amiable précité ne peut porter sur
« un montant de droits inférieur à celui fixé dans ce jugement.
« Toutefois, lorsque le jugement ne s'est pas prononcé
« sur des redressements portant sur des questions de fait, ces
« redressements peuvent faire l'objet d'un accord à l'amiable. »

« TITRE VII

« TAXE SPECIALE SUR LE CIMENT

« Chapitre premier

« *Champ d'application*

« Article 293. – Opérations taxables

« Il est appliqué une taxe spéciale sur le ciment produit
« localement ou à l'importation.

« L'application de la taxe spéciale sur le ciment à
« l'importation incombe à l'administration des douanes et
« impôts indirects, conformément aux dispositions du présent
« code.

« Chapitre II

« *Liquidation et taux de la taxe*

« Article 294. – Liquidation

« La taxe appliquée au ciment produit localement est
« liquidée par les entreprises de production du ciment sur la
« base des quantités de ciment vendues et celles utilisées pour
« leur consommation interne comme matières intermédiaires.

« Pour le ciment importé, la taxe est liquidée comme en
« matière de douane.

« Article 295. – Taux de la taxe

« Le taux de la taxe est fixé à 0,15 dirham par kilogramme
« de ciment.

« Chapitre III

« *Obligations*

« Article 296. – Obligations de déclaration et de versement

« Les entreprises de production du ciment sont tenues
« de souscrire spontanément, auprès de l'administration
« fiscale, par procédé électronique, une déclaration selon un
« modèle établi par l'administration précisant, notamment,
« les quantités de ciment vendues et celles utilisées pour la
« consommation interne comme matières intermédiaires, au
« plus tard à la fin du mois suivant celui de la facturation des
« ventes de ciment ou de son utilisation pour la consommation
« interne.

« Ces entreprises doivent verser la taxe spontanément,
« auprès de l'administration fiscale, par procédé électronique,
« dans le même délai précité de déclaration.

« Chapitre IV

« *Recouvrement, sanctions et règles de procédures*

« Article 297. – Recouvrement, contrôle, contentieux,
« sanctions et prescription

« Les dispositions relatives au recouvrement, au contrôle,
« au contentieux, aux sanctions et à la prescription, prévues
« dans le présent code, s'appliquent à la taxe spéciale sur le
« ciment produit localement.

« Pour le ciment importé, cette taxe est perçue, les
« infractions constatées et réprimées et les poursuites engagées
« comme en matière de douane. »

III. – Abrogations

Sont abrogés, à compter du 1^{er} janvier 2025 :

- les dispositions du 4^o de l'article 3 et du 4^o de l'article 30 du code général des impôts ;
- et l'article 12 de la loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002, tel que modifié et complété, relatif à la taxe spéciale sur le ciment. Toutefois, les dispositions de cet article demeurent applicables pour les besoins d'assiette, de recouvrement, de contrôle et de contentieux de cette taxe concernant la période antérieure à cette date.

IV. – Dates d'effet

1 – Les dispositions des articles 2 (I-6^o et II), 3-1^o et 26-II du code général des impôts relatives aux sociétés en participation, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026.

2 – Les dispositions des articles 2-I-7^o et 20-I du code général des impôts relatives aux groupements d'intérêt économique, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

3 – Les dispositions des articles 6, 57, 92, 123, 124, 129 et 250 du code général des impôts, telles que complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2025.

4 – Les dispositions des articles 57 (9^o et 10^o) et 58-II-D du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux prestations servies à compter du 1^{er} janvier 2025.

5 – Les dispositions de l'article 57-16^o du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux contrats conclus à compter du 1^{er} janvier 2025.

6 – Les dispositions relatives à l'application de la retenue à la source, prévues par les articles 73-II-G-9^o, 174-VII, 186, 208, 222, 228-I et 230 *bis* du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus et par les articles 154 *quater*, 160 *ter* et 203 *ter* dudit code, telles qu'ajoutées par le paragraphe II ci-dessus, sont applicables aux gains de jeux de hasard versés à compter du 1^{er} juillet 2025.

7 – Les dispositions de l'article 70 *bis*-3^o du code général des impôts, telles qu'ajoutées par le paragraphe II ci-dessus, sont applicables aux revenus et gains divers acquis à compter du 1^{er} janvier 2025.

8 – Les dispositions des articles 73-I et 74-I du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux revenus autres que fonciers acquis à compter du 1^{er} janvier 2025.

9 – Les dispositions des articles 64-IV, 73-I, 73-II-F-12^o, 74-I, 86-6^o et 160 *bis* du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux revenus fonciers encaissés à compter du 1^{er} janvier 2025.

10 – Les dispositions de l'article 82-I du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux déclarations souscrites à compter du 1^{er} janvier 2025.

11 – Les dispositions des articles 137-I et 207 du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux actes et conventions enregistrés à compter du 1^{er} janvier 2025.

12 – Les dispositions de l'article 139-I du code général des impôts, telles que complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux actes et conventions enregistrés à compter du 1^{er} janvier 2025.

13 – Les dispositions relatives à l'application de la retenue à la source, prévues par les articles 173-I, 174-VIII et 241 *bis*-I du code général des impôts, telles que complétées par le paragraphe I ci-dessus, et par l'article 160 *quater* dudit code, tel qu'ajouté par le paragraphe II ci-dessus, sont applicables aux montants versés à compter du 1^{er} juillet 2025.

14 – Les dispositions de l'article 206 *bis* du code général des impôts, telles qu'ajoutées par le paragraphe II ci-dessus, sont applicables aux actes et conventions enregistrés à compter du 1^{er} janvier 2025.

15 – Les dispositions des articles 293 à 297 du code général des impôts, telles qu'ajoutées par le paragraphe II ci-dessus, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2025.

II. – RESSOURCES AFFECTEES

Affectation de ressources aux régions

Article 9

En application des dispositions de l'article 188 de la loi organique n° 111-14 relative aux régions, promulguée par le dahir n°1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2025, 5% du produit de l'impôt sur les sociétés.

Article 10

En application des dispositions de l'article 188 de la loi organique précitée n°111-14, il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2025, 5% du produit de l'impôt sur le revenu.

Confirmation des affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor

Article 11

Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, les affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor, ouverts à la date du 31 décembre 2024, sont confirmées pour l'année budgétaire 2025.

SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME

Création du service de l'Etat géré de manière autonome

Article 12

A compter du 1^{er} janvier 2025, il est créé un service de l'Etat géré de manière autonome dénommé :

- « Institut national des greffes et des professions juridiques et judiciaires » rattaché au ministère de la justice.

Suppression du service de l'Etat géré de manière autonome

Article 13

A compter du 1^{er} janvier 2025, est supprimé le service de l'Etat géré de manière autonome suivant :

- « Complexe sportif Mohammed V de Casablanca et base nautique de Mohammedia » rattaché au ministère de l'éducation nationale, du préscolaire et des sports.

Le solde inscrit au budget du service de l'Etat géré de manière autonome précité, disponible au 31 décembre 2024, est versé au budget général et pris en recette au chapitre 1.1.0.0.13.000, service 8100, nature de recette 70 « recettes diverses ».

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Modification du compte d'affectation spéciale intitulé "Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes"

Article 14

A compter du 1^{er} janvier 2025, les dispositions du paragraphe II de l'article 43 de la loi de finances pour l'année 1994 n° 32-93, promulguée par le dahir n° 1-94-123 du 14 ramadan 1414 (25 février 1994), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 43. – II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

«

«

« Au débit :

«

«

« 12 – la restitution compte ;

« 13 – les dépenses relatives à la prise en charge par « l'Etat, dans les mêmes conditions, des avantages, prévus « par le dahir portant loi n° 1-93-16 du 29 ramadan 1413 « (23 mars 1993) fixant les mesures d'encouragement aux « entreprises organisant des stages au profit des titulaires « de certains diplômes en vue de leur formation-insertion, « accordés :

« • à l'occasion des stages effectués par les stagiaires, « n'ayant pas de diplômes, auprès des employeurs « conformément au dahir portant loi précité, pendant « une durée ne dépassant pas douze (12) mois ;

« • et en cas de recrutement définitif, conformément aux « dispositions du dahir portant loi précité. »

Modification du compte d'affectation spéciale intitulé "Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain"

Article 15

A compter du 1^{er} janvier 2025, les dispositions de l'article 19 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hija 1427 (31 décembre 2006), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 19.– I.– En vue interurbain » dont :

« – le ministre tramway, au transport « scolaire et par tout moyen carburant ;

« – le ministre mixte.

« II.– Ce compte retracera :

« Au crédit :

«

«

« Au débit :

« –

« –

« – les versements tramway, de transport « scolaire et de transport collectif finances.

« III. – Les versements tramway, au transport « scolaire et par tout moyen carburant. »

Modification du compte d'affectation spéciale intitulé

"Fonds spécial pour le soutien des juridictions"

Article 16

A compter du 1^{er} janvier 2025, les dispositions du paragraphe II de l'article 22 de la loi de finances n° 43-10 pour l'année budgétaire 2011, promulguée par le dahir n° 1-10-200 du 23 moharrem 1432 (29 décembre 2010), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 22. – II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

«

«

« Au débit :

«

«

« – dépenses code de la route ;

« – les versements, dans un cadre conventionnel, aux
« établissements et entreprises publics ;

« – les dépenses relatives à la rémunération des huissiers
« de justice ;

« – les versements au budget général. »

Modification du compte d'affectation spéciale intitulé

"Fonds national pour l'action culturelle"

Article 17

A compter du 1^{er} janvier 2025, les dispositions du paragraphe II de l'article 33 de la loi de finances pour l'année 1983 n° 24-82, promulguée par le dahir n° 1-82-332 du 15 rebia I 1403 (31 décembre 1982), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 33. – II. – Ce compte retracera :

« Au débit :

«

« – les versements général ;

« – la restitution des sommes indûment imputées au
« compte.

« Au crédit :

« – le produitou autres ;

« – le produit films cinématographiques
« dans les espaces des centres culturels ;

« – le produit ;

(la suite sans modification.)

Modification du compte d'affectation spéciale intitulé

*"Fonds solidarité pour le soutien au logement,
d'habitat et intégration urbaine"*

Article 18

A compter du 1^{er} janvier 2025, les dispositions du paragraphe II de l'article 24 de la loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002, promulguée par le dahir n° 1-01-346 du 15 chaoual 1422 (31 décembre 2001), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées comme suit :

« Article 24. – II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« – les dotations général ;

« – les produits ciment prévue
« par le titre VII du livre III du code général des impôts ;

« – les restitutions et non utilisées ;

«

«

« – le remboursement terrains ;

« – les remboursements aux
« collectivités territoriales ainsi
« n°1-72-531 précité ;

« – les produits avances ;

« – les subventions collectivités territoriales ;

« – les avances effectuées des terrains ;

« – les subventions collectivités territoriales
« destinées..... réserves foncières ;

« – les remboursements des avances
«

«

«

« Au débit :

« – les dépenses social ;

« – les dépenses, à concurrence de 65% ciment
« prévue par le titre VII du livre III du code général
« des impôts, afférentes du sud ;

« – les dépenses insalubre ;

«

«

« – les fraisimmobilières ;
 « – les avances aux collectivités
 « territoriales ou pour les frais
 « y afférents ;
 « – les avances
 (la suite sans modification.)

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
 "Fonds spécial pour le soutien de l'administration
 et des établissements pénitentiaires"*

Article 19

A compter du 1^{er} janvier 2025, les dispositions du
 paragraphe II de l'article 23 de la loi de finances n° 43-10 pour
 l'année budgétaire 2011, promulguée par le dahir n° 1-10-200 du
 23 moharrem 1432 (29 décembre 2010), tel qu'il a été modifié
 et complété, sont complétées comme suit :

« Article 23. – II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

«

«

« Au débit :

«

«

« – restitutions des sommes au compte ;
 « – les versements, dans un cadre conventionnel, aux
 « établissements et entreprises publics. »

*Reclassement du compte d'affectation spéciale intitulé
 "Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques
 en devises étrangères"*

Article 20

A compter du 1^{er} janvier 2025, le compte d'affectation
 spéciale intitulé « Bénéfices et pertes de conversion sur les
 dépenses publiques en devises étrangères » est reclassé dans
 la catégorie des comptes d'opérations monétaires.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

I.- BUDGET GÉNÉRAL

Habilitation

Article 21

Conformément aux dispositions de l'article 60 de
 la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, le
 Gouvernement est autorisé, en cas de nécessité impérieuse
 et imprévue d'intérêt national, à ouvrir en cours d'année, par
 décrets, des crédits supplémentaires.

Les commissions parlementaires chargées des finances
 en sont préalablement informées.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la
 ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

Ratification

Article 22

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la
 Constitution, est ratifié le décret ci-après, pris en vertu des
 dispositions de l'article 20 de la loi de finances n° 55-23 pour
 l'année budgétaire 2024 :

– décret n° 2-24-468 du 23 kaada 1445 (1^{er} juin 2024)
 portant ouverture de crédits supplémentaires au profit
 du budget général.

Création de postes budgétaires

Article 23

Il est créé 28.906 postes budgétaires, au titre du budget
 général pour l'année budgétaire 2025.

1 – 28.406 postes budgétaires, au profit des ministères
 et institutions suivants :

MINISTÈRES ET INSTITUTIONS	NOMBRE DE POSTES BUDGÉTAIRES
Ministère de l'intérieur	7.744
Ministère de la santé et de la protection sociale	6.500
Administration de la défense nationale	5.792
Ministère de l'économie et des finances	2.600
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	1.759
Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion	1.000
Ministère des Habous et des affaires islamiques	400
Ministère de l'éducation nationale, du préscolaire et des sports	364
Conseil supérieur du pouvoir judiciaire	350
Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts	230
Ministère de la justice	205
Cour Royale	200
Ministère de l'équipement et de l'eau	200

Ministère de la jeunesse, de la culture et de la communication	160
Ministère des affaires étrangères et de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger	155
Ministère de l'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville	80
Chef du gouvernement	70
Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de la transition numérique et de la réforme de l'administration	65
Juridictions financières	60
Ministère de la transition énergétique et du développement durable	60
Haut commissariat au plan	60
Ministère du transport et de la logistique	50
Ministère du tourisme, de l'artisanat et de l'économie sociale et solidaire	49
Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption	35
Ministère de l'inclusion économique, de la petite entreprise, de l'emploi et des compétences	34
Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de l'investissement, de la convergence et de l'évaluation des politiques publiques	30
Secrétariat général du gouvernement	25
Ministère de l'industrie et du commerce	24
Chambre des représentants	20
Chambre des conseillers	20
Ministère de la solidarité, de l'insertion sociale et de la famille	20
Conseil national des droits de l'Homme	15
Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement chargé des relations avec le Parlement	10
Haut-commissariat aux anciens résistants et anciens membres de l'armée de libération	10
Conseil économique, social et environnemental	10
Total	28.406

2 – Le Chef du gouvernement est habilité à répartir 500 postes budgétaires entre les différents départements ministériels ou institutions, dont 200 sont réservés au profit des personnes en situation de handicap.

3 – Nonobstant toute disposition contraire, les fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi que le personnel contractuel, en fonction dans les services déconcentrés du ministère chargé de la santé, qui sont transférés d'office auprès des Groupements sanitaires territoriaux, en vertu de la loi n° 08-22 portant leur création, continuent à percevoir leurs rémunérations du budget général jusqu'au 31 décembre de l'année budgétaire au cours de laquelle le transfert est opéré.

A cet effet, les postes budgétaires occupés par les intéressés restent ouverts jusqu'à la date précitée. A compter du 1^{er} janvier de l'année budgétaire suivante, il sera procédé à la prise en charge des intéressés par le Groupement auprès duquel ils ont été transférés et à la suppression de leurs postes budgétaires.

4 – Nonobstant toute disposition contraire, les fonctionnaires titulaires et stagiaires en fonction au Centre national de transfusion sanguine et d'hématologie, aux centres régionaux de transfusion sanguine et aux banques du sang relevant de l'autorité gouvernementale chargée de la santé qui sont transférés d'office auprès de l'Agence marocaine du sang et ses dérivés, en vertu de la loi n° 11-22 portant sa création, continuent à percevoir leurs rémunérations du budget général jusqu'au 31 décembre de l'année budgétaire au cours de laquelle le transfert est opéré.

A cet effet, les postes budgétaires occupés par les intéressés restent ouverts jusqu'à la date précitée. A compter du 1^{er} janvier de l'année budgétaire suivante, il sera procédé à la prise en charge des intéressés par l'Agence auprès de laquelle ils ont été transférés et à la suppression de leurs postes budgétaires.

5 – Nonobstant toute disposition contraire, les fonctionnaires titulaires et stagiaires en fonction à la Direction du médicament et de la pharmacie relevant de l'autorité gouvernementale chargée de la santé qui sont détachés d'office auprès de l'Agence marocaine des médicaments et des produits de santé, en vertu de la loi n° 10-22 portant sa création, continuent à percevoir leurs rémunérations du budget général jusqu'au 31 décembre de l'année budgétaire au cours de laquelle le détachement est opéré.

A cet effet, les postes budgétaires occupés par les intéressés restent ouverts jusqu'à la date précitée. A compter du 1^{er} janvier de l'année budgétaire suivante, il sera procédé à la prise en charge des intéressés par l'Agence. Sont supprimés les postes budgétaires précités à compter de la date de l'intégration des intéressés auprès de ladite Agence.

6 – Outre les postes budgétaires créés en vertu du tableau mentionné au paragraphe 1 du présent article, il est créé à compter du 1^{er} janvier 2025, auprès du ministère de l'éducation nationale, du préscolaire et des sports, 600 postes budgétaires destinés à la régularisation de la situation des fonctionnaires relevant dudit ministère, titulaires du diplôme de doctorat ou d'un diplôme reconnu équivalent, qui ont réussi avec succès le concours pour l'accès au corps des enseignants chercheurs en éducation et formation, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Sont supprimés, à compter de la même date, les postes budgétaires occupés par les intéressés dans ledit ministère correspondant à leurs situations avant ladite régularisation.

*Suppression des postes budgétaires devenus vacants
par suite de mise à la retraite*

Article 24

A compter du 1^{er} janvier 2025, les dispositions de l'article 43 de la loi de finances n° 8-96 pour l'année budgétaire 1996-1997, promulguée par le dahir n° 1-96-77 du 12 safar 1417 (29 juin 1996), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 43.– Les postes supprimés.

« A compter retraite.

« Les dispositions judiciaire.

« Nonobstant toute disposition contraire, les postes « budgétaires devenus vacants suite à la mise à la retraite, « relevant de l'Administration de la défense nationale, sont « maintenus pour une période de dix-huit (18) mois à compter « de la date de vacance du poste budgétaire. Les postes restant « vacants à l'issue de cette période sont supprimés d'office. »

*Annulation des crédits de paiement
n'ayant pas fait l'objet d'engagement*

Article 25

I.– Sont annulés les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année budgétaire 2024, au titre des dépenses d'investissement du budget général qui, à la date du 31 décembre 2024, n'ont pas fait l'objet d'engagements de dépenses visés par les services de la Trésorerie générale du Royaume.

II.– Les dispositions du paragraphe I ci-dessus ne sont pas applicables aux crédits de paiement ouverts au titre de l'année 2024 au profit des programmes et projets bénéficiant de fonds de concours.

III.– Le plafond de 30%, prévu au deuxième alinéa de l'article 63 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, n'est pas applicable aux crédits de paiement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général et les reliquats d'engagement, visés et non ordonnancés, au profit des programmes et projets bénéficiant des fonds de concours.

IV.– Sont annulés de droit, les crédits d'investissement reportés relatifs aux :

- marchés achevés ainsi que les engagements correspondants auxdits crédits ;
- projets achevés bénéficiant de fonds de concours.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

II.– SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

Habilitation

Article 26

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à créer, par décret, des services de l'Etat gérés de manière autonome pendant l'année budgétaire 2025.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

III.– COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Habilitation

Article 27

Conformément aux dispositions de l'article 26 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, le Gouvernement est autorisé, en cas d'urgence et de nécessité impérieuse et imprévue, à créer, par décrets, des comptes spéciaux du Trésor pendant l'année budgétaire 2025.

Les commissions parlementaires chargées des finances en sont préalablement informées.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain »

Article 28

Le montant des dépenses que le Chef du gouvernement est autorisé à engager, pendant l'année budgétaire 2025, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé "Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain", par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2026, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à la sûreté nationale »

Article 29

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2025, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé "Fonds de soutien à la sûreté nationale", par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2026, est fixé à cent millions de dirhams (100.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage »

Article 30

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2025, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2026, est fixé à six cent millions de dirhams (600.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles »

Article 31

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2025, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2026, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial de la pharmacie centrale »

Article 32

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de la santé est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2025, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial de la pharmacie centrale », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2026, est fixé à huit cent millions de dirhams (800.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier »

Article 33

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2025, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2026, est fixé à trois milliards de dirhams (3.000.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour le développement rural et des zones de montagne »

Article 34

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée du développement rural est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2025, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour le développement rural et des zones de montagne », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2026, est fixé à cinq cent millions de dirhams (500.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport »

Article 35

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée des sports est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2025, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2026, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle »

Article 36

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de la culture est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2025, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2026, est fixé à cinquante millions de dirhams (50.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de modernisation de l'administration publique, d'appui à la transition numérique et à l'utilisation de l'amazighe »

Article 37

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de la transition numérique et de la réforme de l'administration est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2025, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de modernisation de l'administration publique, d'appui à la transition numérique et à l'utilisation de l'amazighe », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2026, est fixé à un milliard cinq cent millions de dirhams (1.500.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien de l'administration et des établissements pénitentiaires »

Article 38

Le montant des dépenses que le délégué général à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion est autorisé à engager, pendant l'année budgétaire 2025, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien de l'administration et des établissements pénitentiaires », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2026, est fixé à huit cent millions de dirhams (800.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense »

Article 39

Le montant des dépenses que le ministre délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de l'administration de la défense nationale est autorisé à engager, pendant l'année budgétaire 2025, au titre du compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2026, est fixé à cent trente-trois milliard quatre cent cinquante-trois million de dirhams (133.453.000.000 DH).

Opérations des comptes spéciaux du Trésor

Article 40

Par dérogation aux dispositions de l'article 28, 6^{ème} alinéa de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, l'exécution des opérations des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date du 31 décembre 2024, ainsi que l'imputation sur certains de ces comptes de dépenses résultant du paiement des traitements, salaires ou indemnités, continueront d'être effectuées, pendant l'année budgétaire 2025, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur à cette date.

TITRE III

**Dispositions relatives à l'équilibre
des ressources et des charges de l'Etat**

Article 41

Pour l'année budgétaire 2025, les ressources affectées au budget général, aux services de l'Etat gérés de manière autonome et aux comptes spéciaux du Trésor, telles qu'elles sont évaluées dans le tableau « A » annexé à la présente loi de finances, ainsi que les plafonds de charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants (en dirhams) :

RECETTES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (1) :	368.840.710.000
- Recettes fiscales :	329.718.971.000
- Impôts directs et taxes assimilées	140.735.176.000
- Impôts indirects	145.953.705.000
- Droits de douane	21.050.417.000
- Droits d'enregistrement et de timbre	21.979.673.000
- Recettes non fiscales :	39.121.739.000
- Produits des cessions de participations de l'Etat ...	6.000.000.000
- Produits de monopoles, d'exploitations et des participations financières de l'Etat	22.550.311.000
- Revenus du domaine de l'Etat	354.500.000
- Recettes diverses	8.716.928.000
- Dons et legs	1.500.000.000
DEPENSES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (2) :	366.076.781.000
- Dépenses de fonctionnement :	320.971.147.000
- Dépenses de Personnel	180.270.681.000
- Dépenses de Matériel et Dépenses Diverses	80.220.124.000
- Charges Communes	48.112.000.000
- Dépenses relatives aux remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux	9.668.342.000
- Dépenses Imprévues et Dotations Provisionnelles	2.700.000.000
- Dépenses en intérêts et commissions se rapportant à la dette publique	45.105.634.000
SOLDE ORDINAIRE (3)=(1)-(2)	2.763.929.000
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL (4)	128.526.358.000

SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (5)=(3)-(4)	-125.762.429.000
SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME :	
- Recettes des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome	2.016.497.000
- Dépenses des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome :	2.016.497.000
- Dépenses d'exploitation	1.733.044.000
- Dépenses d'investissement	283.453.000
SOLDE DES SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME (6)	-
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR :	
- Recettes des comptes spéciaux du Trésor	161.945.738.000
- Dépenses des comptes spéciaux du Trésor	162.549.021.000
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR (7)	-603.283.000
SOLDE DU BUDGET DE L'ETAT (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (8)=(5)+(6)+(7).....	-126.365.712.000
AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES (9) :	62.149.000.000
- Interne	53.682.000.000
- Externe	8.467.000.000
BESOINS BRUTS DE FINANCEMENT DU BUDGET DE L'ETAT (10)=(8)-(9)	-188.514.712.000
RECETTES D'EMPRUNTS A MOYEN ET LONG TERMES (11) :	125.000.000.000
- Interne	65.000.000.000
- Externe	60.000.000.000
BESOINS RESIDUELS DE FINANCEMENT DU BUDGET DE L'ETAT (10)+(11).....	-63.514.712.000

Autorisation de financement par l'emprunt

et tout autre instrument financier

Article 42

Le Gouvernement est autorisé à procéder aux émissions d'emprunts et de tout autre instrument financier, à l'étranger, pendant l'année budgétaire 2025, dans la limite du montant de la prévision des recettes inscrites au chapitre 1.1.0.0.13.000, service 8500, nature de recette 22 du budget général : « recettes d'emprunt, contre-valeur des emprunts extérieurs ».

Article 43

Pour couvrir, pendant l'année budgétaire 2025, l'ensemble des charges du Trésor, le Gouvernement est autorisé à procéder au financement par l'émission d'emprunts intérieurs et le recours à tout autre instrument financier.

Gestion active de la dette intérieure

Article 44

Le Gouvernement est autorisé à émettre des emprunts intérieurs et à recourir à tout autre instrument financier pour effectuer des opérations de gestion active de la dette intérieure à travers des rachats, des échanges et des mises en pension des bons du Trésor et de tout autre instrument financier.

Gestion active des dépenses d'investissement

Article 45

Le Gouvernement est autorisé, au cours de l'année budgétaire 2025, à appliquer des réserves de précaution aux crédits de paiement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général.

Le taux de mise en réserve desdits crédits est fixé 15%.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES

DEPENSES DU BUDGET GENERAL, DES BUDGETS DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

I. – BUDGET GENERAL

Article 46

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2025, au titre des dépenses de fonctionnement du budget général, est fixé à la somme de trois cent vingt milliards neuf cent soixante-et-onze millions cent quarante-sept mille dirhams (320.971.147.000 DH).

Ces crédits sont répartis par chapitre conformément au tableau « B » annexé à la présente loi de finances.

Article 47

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général est fixé à la somme de cent quatre-vingt-dix-neuf milliards cinq cent trente-huit millions deux cent trente-sept mille dirhams (199.538.237.000 DH), dont cent vingt-huit milliards cinq cent vingt-six millions trois cent cinquante-huit mille dirhams (128.526.358.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et ces crédits d'engagement sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « C » annexé à la présente loi de finances.

Article 48

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2025, au titre des dépenses de la dette publique du budget général, est fixé à la somme de cent sept milliards deux cent cinquante-quatre millions six cent trente-quatre mille dirhams (107.254.634.000 DH).

Ces crédits sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « D » annexé à la présente loi de finances.

II. – SERVICES DE L'ETAT

GERES DE MANIERE AUTONOME

Article 49

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2025, au titre des dépenses d'exploitation des services de l'Etat gérés de manière autonome, est fixé à la somme d'un milliard sept cent trente-trois millions quarante-quatre mille dirhams (1.733.044.000 DH).

Ces crédits sont répartis par département ministériel ou institution et par service, conformément au tableau « E » annexé à la présente loi de finances.

Article 50

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement des services de l'Etat gérés de manière autonome est fixé à la somme de trois cent quatre-vingts millions quatre cent cinquante-trois mille dirhams (380.453.000 DH) dont deux cent quatre-vingt-trois millions quatre cent cinquante-trois mille dirhams (283.453.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et ces crédits d'engagement sont répartis par département ministériel ou institution et par service, conformément au tableau « F » annexé à la présente loi de finances.

III. – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Article 51

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2025, au titre des dépenses des comptes spéciaux du Trésor, est fixé à la somme de cent soixante-deux milliards cinq cent quarante-neuf millions vingt-et-un mille dirhams (162.549.021.000 DH).

Ces crédits sont répartis par catégorie et par compte, conformément au tableau « G » annexé à la présente loi de finances.

*

*

*

Tableau (A)
(Article 41)
EVALUATION GLOBALE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL, DES SERVICES DE L'ETAT
GERES DE MANIERE AUTONOME ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR
L'ANNEE BUDGETAIRE 2025
(En dirhams)
I. BUDGET GÉNÉRAL

Chapitre	Service	Nature de Recette	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2025
1.1.0.0.02.000	0000		COUR ROYALE	
			ADMINISTRATION GENERALE	
		10	Droits de chancellerie sur les armoiries et les blasons	Mémoire
		20	Recettes au titre des ordres du Royaume	50 000
		30	Recettes diverses	Mémoire
			TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	50 000
1.1.0.0.05.000	0000		JURIDICTIONS FINANCIERES	
			ADMINISTRATION GENERALE	
		10	Débets juridictionnels	Mémoire
		20	Condamnations au remboursement prononcées par les juridictions financières	Mémoire
		30	Amendes, astreintes et autres sanctions prononcées par les juridictions financières	600 000
		40	Intérêts de retard au titre des sanctions prononcées par les juridictions financières	Mémoire
		50	Reprographie pour consultation des dossiers	Mémoire
			TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	600 000
			TOTAL DU CHAPITRE JURIDICTIONS FINANCIERES	600 000
		1.1.0.0.06.000	9400		MINISTERE DE LA JUSTICE
	SERVICES COMMUNS DU DOMAINE JUDICIAIRE			
10	Amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les juridictions			70 000 000
20	Amendes transactionnelles et diverses autres que celles prononcées par les juridictions			400 000 000
30	Recettes diverses			2 000 000
	TOTAL DES RECETTES SERVICES COMMUNS DU DOMAINE JUDICIAIRE			472 000 000
1.1.0.0.07.000	9100		MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER	
			MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	
		10	Droits de chancellerie	507 000 000

Chapitre	Service	Nature de Recette	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2025	
1.1.0.0.11.000	0000	10	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS		
			ADMINISTRATION GENERALE		
			Recettes diverses	1 000 000	
1.1.0.0.12.000	0000		TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	1 000 000	
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS	1 000 000	
		10	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE		
			ADMINISTRATION GENERALE		
			Droits de police sanitaire et de visite sanitaire	Mémoire	
			20	Remboursement de fournitures pharmaceutiques et de matériel, de frais de traitement et d'hospitalisation dans les formations sanitaires	Mémoire
			30	Droits d'analyse des laboratoires	Mémoire
			40	Recettes diverses	36 000 000
			TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	36 000 000	
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE	36 000 000	
1.1.0.0.13.000	8100	10	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		
			ADMINISTRATION GENERALE		
			Pénalités et amendes autres que fiscales	50 000	
			20	Reversement par la Société Nationale des Transports et de la Logistique (SNTL) des crédits non utilisés au titre des achats de véhicules automobiles	Mémoire
			30	Créances sur le Trésor prescrites	100 000 000
			40	Prélèvement sur les produits des jeux de hasard	Mémoire
			50	Prélèvement sur les enjeux de courses de chevaux et de lévriers	Mémoire
60	Contribution des collectivités territoriales aux dépenses supportées par le budget général	Mémoire			

Chapitre	Service	Nature de Recette	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2025
		70	Recettes diverses	460 000 000
	8200		TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	560 050 000
			DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES	
		10	Recettes diverses	900 000
	8300		TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES	900 000
				ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS
		10	Droits de douane	
		11	Droits d'importation	21 050 217 000
		12	Prélèvement fiscal à l'importation	Mémoire
		13	Redevance sur l'exploitation des phosphates	Mémoire
		14	Taxe uniforme	200 000
		15	Droits de timbre recouverts par l'administration des douanes	230 729 000
		16	Droits de chancellerie	24 130 000
		17	Taxes sur les transports privés	4 720 000
		20	Taxes intérieures de consommation	
		21	Taxes sur les vins et alcools	1 190 500 000
		22	Taxe sur les bières	1 553 000 000
		23	Taxes sur les boissons gazeuses et les limonades	854 054 000
		24	Taxe sur les produits contenant du sucre	60 500 000
		25	Droits d'essai et de garantie sur les matières d'argent, d'or et de platine	98 550 000
		26	Taxes sur les chapes en caoutchouc, bandages, chambres à air et pneumatiques	Mémoire
		27	Taxe sur les produits énergétiques	19 560 027 000
		28	Taxe sur les tabacs manufacturés	13 700 020 000
		30	Taxe sur la valeur ajoutée	
		31	Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation	64 055 231 000
		32	Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur	11 141 000
		40	Produits des confiscations	62 900 000

Chapitre	Service	Nature de Recette	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2025
		50	Taxe d'inspection	
		51	Taxe d'inspection sanitaire des plantes, parties de plantes et des produits végétaux à l'importation et à l'exportation	Mémoire
		52	Taxe d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation d'animaux et de produits animaux	Mémoire
		60	Majorations sur les obligations cautionnées et intérêts de retard	20 500 000
		70	Produits des services rendus au titre de l'utilisation par les usagers des systèmes informatiques de l'Administration des Douanes et Impôts indirects	136 000 000
		80	Redevance gazoduc	Mémoire
		90	Recettes diverses	136 719 000
			TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS	122 749 138 000
	8400		DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	
		10	Impôts directs	
		11	Impôt sur les sociétés	74 156 857 000
		12	Impôt sur le revenu	61 010 686 000
		20	Taxes assimilées	
		21	Taxe de licence sur les débits de boissons	94 000 000
		22	Taxe professionnelle	107 642 000
		23	Taxe d'habitation	13 000 000
		24	Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	1 366 463 000
		30	Impôts sur les tabacs	Mémoire
		40	Taxe sur la valeur ajoutée	
		41	Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur	44 870 682 000
		50	Droits d'enregistrement	
		51	Droits sur les mutations	12 770 163 000
		52	Droits sur les autres conventions	497 718 000
		53	Droits sur les actes judiciaires et extra-judiciaires	Mémoire
		54	Taxes judiciaires	Mémoire
		55	Taxe sur les actes et conventions	Mémoire
		56	Assistance judiciaire	Mémoire

Chapitre	Service	Nature de Recette	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2025
		57	Taxe sur les contrats d'assurances	1 563 030 000
		58	Droits divers et recettes accessoires	Mémoire
		60	Droits de timbre	
		61	Timbre unique et papier de dimension	Mémoire
		62	Timbre sur ordonnancement	951 377 000
		63	Carte d'identité	Mémoire
		64	Passeports	879 189 000
		65	Immatriculation des étrangers	Mémoire
		66	Permis de chasse et de port d'armes	35 774 000
		67	Timbre sur documents automobiles	1 791 905 000
		68	Droit de timbre spécial sur les titres d'importation	36 625 000
		70	Taxe spéciale annuelle sur les véhicules	
		71	Taxe principale et duplicata	3 223 163 000
		80	Majorations de retard et pénalités	
		81	Majoration pour défaut, retard ou insuffisance de déclaration	1 021 906 000
		82	Pénalités pour paiement tardif	1 084 699 000
		83	Majoration de retard	1 867 923 000
		84	Produits des transactions sur les contraventions en matière fiscale	Mémoire
		90	Recettes diverses et exceptionnelles	
		91	Recettes fiscales exceptionnelles	Mémoire
		92	Produit de la contribution de régularisation volontaire de l'ensemble de la situation fiscale relative à l'évaluation des dépenses des contribuables	Mémoire
		93	Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices	Mémoire
		94	Produit de la contribution spontanée de régularisation au titre des avoirs et liquidités détenus à l'étranger	Mémoire
		95	Recettes diverses	Mémoire
			TOTAL DES RECETTES DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	207 342 802 000
	8500		DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES	
		10	Recettes ordinaires	
		11	Produits à provenir de Bank Al Maghrib	3 000 000 000

Chapitre	Service	Nature de Recette	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2025
		12	Produits à provenir de la Caisse de dépôt et de gestion	Mémoire
		13	Produits à provenir de l'Office des changes	150 000 000
		14	Produits à provenir du crédit agricole du Maroc (CAM)	50 000 000
		15	Produits à provenir du Fonds d'Équipement Communal (FEC)	150 000 000
		16	Produits à provenir de la Société Nationale de Garantie et du Financement de l'Entreprise S.A	Mémoire
		17	Intérêts sur prêts et avances	1 395 000
		18	Intérêts sur les opérations de gestion de la Trésorerie Publique	100 000 000
		20	Recettes d'emprunt	
		21	Emprunts intérieurs à moyen et long termes	65 000 000 000
		22	Contre-valeur des emprunts extérieurs	60 000 000 000
		23	Produit des bons d'équipement sur réserve d'investissement	Mémoire
		24	Recettes provenant de l'emprunt obligataire	Mémoire
		30	Dons et legs	
		31	Dons	1 500 000 000
		32	Prélèvement sur le fonds de contre-valeur des biens fournis par les gouvernements des pays amis et des organismes internationaux	Mémoire
		40	Recettes en atténuation des dépenses de la dette amortissable et de la dette flottante	2 500 000 000
		50	Commissions sur prêts récédés	Mémoire
		60	Commission de garantie sur emprunts intérieurs et extérieurs	Mémoire
		70	Dividendes au titre des participations de l'Etat dans les sociétés et organismes internationaux	4 331 000
		80	Remboursement de l'avance de l'Etat au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat pour l'accès à la propriété de logements sociaux	Mémoire
		90	Recettes diverses	
		91	Produits à provenir de la Société Centrale de Réassurance (SCR)	40 000 000
		92	Remboursements au titre des échéances de prêts octroyés à certains promoteurs	Mémoire
		93	Recettes au titre des certificats de Sukuk	Mémoire

Chapitre	Service	Nature de Recette	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2025
		94	Autres recettes	Mémoire
	8600		TOTAL DES RECETTES DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES	132 495 726 000
		10	DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION Produits des monopoles, parts de bénéfices et contributions des établissements publics	
		11	Produits à provenir de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC)	6 000 000 000
		12	Produits à provenir de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT)	100 000 000
		13	Produits à provenir de l'Office National des Aéroports (ONDA)	160 000 000
		14	Produits à provenir de l'Agence Nationale des Ports (ANP)	100 000 000
		15	Produits à provenir de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC)	14 000 000
		16	Produits à provenir de l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC)	14 000 000
		17	Produits à provenir de l'Etablissement Autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations (EACCE)	15 000 000
		18	Produits à provenir de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM)	150 000 000
		19	Produits à provenir de l'Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumineuses (ONICL)	40 000 000
		20	Produits des monopoles, parts de bénéfices et contributions d'autres établissements publics	
		21	Produits à provenir de la Centrale d'achat et de développement de la région minière de tafilalet et de Figuig (CADETAF)	2 000 000
		22	Produits à provenir du Laboratoire Officiel d'analyses et de recherches chimiques de Casablanca (LOARC)	2 000 000
		23	Produits à provenir de l'Office National des Pêches (ONP)	10 000 000
		29	Produits à provenir des autres établissements publics	Mémoire
		30	Dividendes à provenir des sociétés à participation publique	
		31	Dividendes à provenir de la société Office chérifien des phosphates "OCP S.A"	7 500 000 000
		32	Dividendes à provenir de la Société Holding d'Aménagement Al Omrane (HAO)	120 000 000
		33	Dividendes à provenir de la Société Nationale du Transport et de la Logistique (SNTL)	45 000 000
		34	Dividendes à provenir de Barid Al Maghrib (BAM)	250 000 000
		35	Dividendes à provenir de la Compagnie Nationale de Transport Aérien Royal Air Maroc (RAM)	Mémoire
		36	Dividendes à provenir de l'Agence Spéciale Tanger-Méditerranée- TMSA	23 000 000

Chapitre	Service	Nature de Recette	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2025
		37	Dividendes à provenir de Tanger Med Port Authority (TMPA)	91 700 000
		40	Dividendes à provenir d'autres sociétés	
		41	Dividendes à provenir de la société de productions biologiques et pharmaceutiques vétérinaires (BIOPHARMA)	80 000 000
		42	Dividendes à provenir de la Société Royale d'Encouragement du Cheval (SOREC)	10 000 000
		43	Dividendes à provenir de la Société Nationale de Commercialisation de Semences (SONACOS)	Mémoire
		44	Dividendes à provenir de la Société Marocaine d'Ingénierie Touristique (SMIT)	250 000 000
		45	Dividendes à provenir des participations financières de l'Etat à diverses sociétés	939 280 000
		50	Redevances pour l'occupation du domaine public et autres produits	
		51	Redevances pour l'occupation du domaine public provenant des exploitants de réseaux publics de télécommunications	Mémoire
		52	Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Office National des Aéroports (ONDA)	130 000 000
		53	Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Agence Nationale des Ports (ANP)	110 000 000
		54	Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'autres organismes	Mémoire
		55	Produits à provenir d'opérateurs de télécommunications	Mémoire
		56	Produits divers	3 000 000 000
		60	Produits de cession des participations de l'Etat	6 000 000 000
		70	Produits de licences à provenir d'opérateurs de télécommunications	Mémoire
			TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION	25 155 980 000
	8800		DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT	
		10	Vente d'immeubles domaniaux ruraux	5 000 000
		20	Revenus des immeubles domaniaux (loyers, charges locatives, etc...)	300 000 000
		30	Successions vacantes et en déshérence	Mémoire
		40	Pourcentage à l'occasion des ventes et locations publiques	500 000
		50	Produits de vente de meubles, épaves et matériel réformé	47 000 000
		60	Recettes diverses	2 500 000
			TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT	355 000 000
	8900		Trésorerie Générale du Royaume	
		10	Taxe d'habitation	12 000 000

Chapitre	Service	Nature de Recette	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2025
1.1.0.0.14.000	6100	20	Recettes diverses	Mémoire
			TOTAL DES RECETTES Trésorerie Générale du Royaume	12 000 000
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	488 671 596 000
			MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	
			ADMINISTRATION GENERALE	
		10	Taxe d'estampillage	Mémoire
		20	Taxe d'inspection	Mémoire
1.1.0.0.17.000	8100	30	Recettes diverses	Mémoire
			TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	Mémoire
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	Mémoire
	8200		MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU	
			DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES	
		10	Redevances pour l'extraction de matériaux	Mémoire
		20	Redevance pour l'emploi des eaux terrestres du domaine public	Mémoire
		30	Redevance pour l'occupation du domaine public	67 580 000
		40	Recettes diverses	118 000 000
			TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES	185 580 000
			DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME	
		10	Droits de port	
		11	Droits de port sur les navires	Mémoire
		12	Pilotage et remorquage	Mémoire
		13	Droits de port sur les passagers et touristes en croisière	Mémoire
14	Droits de port sur les marchandises	Mémoire		
20	Taxes de débarquement			
21	Taxes de débarquement sur les combustibles liquides en vrac	Mémoire		
22	Taxes de péage sur le poisson débarqué	Mémoire		
30	Part de l'Etat dans les bénéfices des sociétés gérantes	Mémoire		

Chapitre	Service	Nature de Recette	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2025
1.1.0.0.0.18.000	0000	40	Vente de matériel de port réformé	Mémoire
		50	Droit d'usage du réseau des voies ferrées portuaires	Mémoire
		60	Recettes provenant du fonctionnement de l'outillage	Mémoire
		70	Recettes diverses	10 900 000
			TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME	10 900 000
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU	196 480 000
			MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	
			ADMINISTRATION GENERALE	
		10	Taxes sur les transports privés	13 041 000
		20	Recettes diverses	24 000 000
1.1.0.0.0.20.000	7200		TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	37 041 000
			DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE	
		10	Taxes perçues sur les aéroports	Mémoire
		20	Recettes diverses	68 000
			TOTAL DES RECETTES DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE	68 000
1.1.0.0.0.20.000	0000		TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	37 109 000
			MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS	
			ADMINISTRATION GENERALE	
		10	Produits des fermes expérimentales et des jardins d'essais	50 000
		20	Versements effectués par les propriétaires ou les exploitants agricoles dans le cadre du code des investissements agricoles	Mémoire
		30	Droits d'analyse des laboratoires	50 000
40	Droit d'inscription au catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivables au Maroc	Mémoire		
50	Recettes des haras	Mémoire		

Chapitre	Service	Nature de Recette	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2025	
1.1.0.0.0.27.000	9100	60	Recettes diverses	20 000 000	
			TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	20 100 000	
			ADMINISTRATION GENERALE		
		10	Redevances pour la concession d'emplacement de madragues sur le domaine public maritime	10 140 000	
		20	Droits de licences dus par les navires de pêche	39 004 000	
		30	Redevances de pêches maritimes	78 000	
		40	Contribution au titre de la pêche maritime	Mémoire	
		50	Transactions avant jugement sur délits de pêche	10 000 000	
		60	Redevances annuelles dues au titre des conventions de concessions de fermes aquacoles	2 010 000	
		70	Recettes diverses	117 000	
		TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	61 349 000		
		TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS	81 449 000		
		MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
	1.1.0.0.0.28.000	0000		ADMINISTRATION GENERALE	
			10	Taxe sur les permis de recherches minières, permis d'exploitation, taxe de mutation	Mémoire
20			Droits d'analyse des laboratoires	8 000 000	
30			Recettes relatives à la prospection des hydrocarbures et leur exploitation	200 000	
40			Recettes diverses	11 000 000	
			TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	19 200 000	
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	19 200 000	
			MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		
			ADMINISTRATION GENERALE		
10			Taxe de vérification des poids et mesures	13 000 000	
20	Recettes afférentes aux brevets d'invention, dépôts de dessins et modèles, marques de fabriques etc...	Mémoire			
30	Recettes afférentes aux prestations rendues par les services du registre central du commerce	Mémoire			

Chapitre	Service	Nature de Recette	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2025
1.1.0.0.0.29.000	8100	40	Recettes diverses	9 267 000
			TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	22 267 000
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	22 267 000
			MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	
			DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES	
	10	Participation des stagiaires internes et des jeunes aux frais d'alimentation et d'hébergement dans les centres et dans les camps	Mémoire	
	20	Recettes diverses	300 000	
1.1.0.0.0.34.000	0000		TOTAL DES RECETTES DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES	300 000
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	300 000
			ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	
		ADMINISTRATION GENERALE		
	10	Recettes diverses	4 000 000	
1.1.0.0.0.46.000	0000		TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	4 000 000
			TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	4 000 000
			MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	
			ADMINISTRATION GENERALE	
	10	Recettes diverses	200 000	
1.1.0.0.0.51.000	0000		TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	200 000
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	200 000
			DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	
			ADMINISTRATION GENERALE	
	10	Produits divers du service pénitentiaire	200 000	

Chapitre	Service	Nature de Recette	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2025
1.1.0.0.00.000	0000	20	Recettes diverses	2 000 000
			TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	2 200 000
			TOTAL DU CHAPITRE DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	2 200 000
			ADMINISTRATIONS DIVERSES	
			ADMINISTRATION GENERALE	
		10	Cartes et documents divers édités par les ministères	400 000
		20	Reversements sur traitements et salaires	1 191 000 000
		30	Reversements de fonds sur les dépenses budgétaires	180 000 000
		40	Fonds de concours	
		41	Fonds de concours (coopération internationale)	Mémoire
		42	Fonds de concours à rattacher à divers services	Mémoire
		50	Produits des legs et donations attribués à l'Etat et à diverses administrations publiques	Mémoire
		60	Recettes exceptionnelles d'ordre	Mémoire
		70	Report des crédits disponibles au budget de l'année précédente	Mémoire
		80	Recettes diverses en atténuation de dépenses	30 000 000
		90	Recettes diverses	
		91	Recettes au titre des versements à partir des comptes d'affectation spéciale	1 500 000 000
		92	Recettes au titre des versements à partir des services de l'Etat gérés de manière autonome	500 000 000
		93	Autres recettes	340 022 000
				TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE	3 741 422 000
		TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATIONS DIVERSES	3 741 422 000	
		TOTAL GENERAL DU BUDGET GENERAL	493 840 710 000	

II. Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome
(En dirhams)

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
	PREMIERE PARTIE : - RECETTES D'EXPLOITATION	
	CHEF DU GOUVERNEMENT	
4.1.1.0.0.04.001	ROYAL GOLF DAR ES SALAM	18 000 000
	TOTAL	18 000 000
	MINISTERE DE LA JUSTICE	
4.1.1.0.0.06.002	CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION	900 000
4.1.1.0.0.06.003	INSTITUT NATIONAL DES GREFFES ET DES PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES	-
	TOTAL	900 000
	MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER	
4.1.1.0.0.07.002	DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES	20 000 000
	TOTAL	20 000 000
	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
4.1.1.0.0.08.018	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE	80 000 000
	TOTAL	80 000 000
	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS	
4.1.1.0.0.11.003	DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION	5 000 000
4.1.1.0.0.11.005	SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES	20 000 000
4.1.1.0.0.11.006	INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	12 000 000
	TOTAL	37 000 000
	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE	
4.1.1.0.0.12.001	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE	7 500 000
4.1.1.0.0.12.002	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL	6 500 000
4.1.1.0.0.12.003	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT	10 000 000
4.1.1.0.0.12.004	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT	9 500 000
4.1.1.0.0.12.005	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA	10 250 000
4.1.1.0.0.12.006	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA	6 500 000
4.1.1.0.0.12.007	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA	15 500 000
4.1.1.0.0.12.008	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI	13 000 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
4.1.1.0.0.12.009	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA	14 000 000
4.1.1.0.0.12.010	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT	12 000 000
4.1.1.0.0.12.012	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE	4 500 000
4.1.1.0.0.12.013	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU	5 000 000
4.1.1.0.0.12.014	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA	21 000 000
4.1.1.0.0.12.015	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM	10 000 000
4.1.1.0.0.12.016	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN	5 000 000
4.1.1.0.0.12.017	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE	11 000 000
4.1.1.0.0.12.018	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER	24 500 000
4.1.1.0.0.12.019	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN	15 000 000
4.1.1.0.0.12.020	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA	16 000 000
4.1.1.0.0.12.021	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE	4 500 000
4.1.1.0.0.12.022	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA	9 000 000
4.1.1.0.0.12.023	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA	15 000 000
4.1.1.0.0.12.024	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA	9 000 000
4.1.1.0.0.12.025	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG	4 500 000
4.1.1.0.0.12.026	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR	17 000 000
4.1.1.0.0.12.027	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE	5 500 000
4.1.1.0.0.12.028	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB	4 500 000
4.1.1.0.0.12.029	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE	11 000 000
4.1.1.0.0.12.030	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN	4 500 000
4.1.1.0.0.12.031	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL	21 000 000
4.1.1.0.0.12.032	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR	19 000 000
4.1.1.0.0.12.033	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH	11 500 000
4.1.1.0.0.12.035	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI	10 000 000
4.1.1.0.0.12.036	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE	9 000 000
4.1.1.0.0.12.037	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID	11 000 000
4.1.1.0.0.12.038	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA	8 000 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
4.1.1.0.0.12.039	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA	6 000 000
4.1.1.0.0.12.040	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE	15 000 000
4.1.1.0.0.12.041	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA	10 000 000
4.1.1.0.0.12.042	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET	10 500 000
4.1.1.0.0.12.045	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES	24 000 000
4.1.1.0.0.12.046	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA	21 000 000
4.1.1.0.0.12.047	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET D'HEMATOLOGIE	44 000 000
4.1.1.0.0.12.048	CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA	23 000 000
4.1.1.0.0.12.049	INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE	6 000 000
4.1.1.0.0.12.050	CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION	2 500 000
4.1.1.0.0.12.051	DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE	20 000 000
4.1.1.0.0.12.052	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA	4 000 000
4.1.1.0.0.12.053	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI	5 000 000
4.1.1.0.0.12.054	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE	5 000 000
4.1.1.0.0.12.055	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT	24 000 000
4.1.1.0.0.12.056	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT	5 000 000
4.1.1.0.0.12.057	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA	6 000 000
4.1.1.0.0.12.058	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK	6 500 000
4.1.1.0.0.12.059	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE	3 500 000
4.1.1.0.0.12.060	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA	3 000 000
4.1.1.0.0.12.061	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ	4 000 000
4.1.1.0.0.12.062	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA	3 500 000
4.1.1.0.0.12.063	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR	3 000 000
4.1.1.0.0.12.064	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ	3 500 000
4.1.1.0.0.12.065	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM	5 500 000
4.1.1.0.0.12.066	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA	4 500 000
4.1.1.0.0.12.067	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI	8 500 000
4.1.1.0.0.12.068	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR	6 000 000
4.1.1.0.0.12.069	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL	5 500 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
4.1.1.0.0.12.070	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB	4 000 000
4.1.1.0.0.12.071	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ	6 000 000
4.1.1.0.0.12.072	ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE	4 000 000
4.1.1.0.0.12.073	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA	6 000 000
4.1.1.0.0.12.074	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK	4 500 000
4.1.1.0.0.12.075	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES	27 000 000
4.1.1.0.0.12.076	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR	4 500 000
4.1.1.0.0.12.077	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI	4 500 000
4.1.1.0.0.12.078	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE	4 500 000
4.1.1.0.0.12.079	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE	4 500 000
4.1.1.0.0.12.080	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID	6 500 000
4.1.1.0.0.12.081	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA	4 500 000
4.1.1.0.0.12.082	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR	4 000 000
4.1.1.0.0.12.083	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA	3 500 000
4.1.1.0.0.12.084	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH	6 500 000
4.1.1.0.0.12.085	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT	5 000 000
4.1.1.0.0.12.086	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF	3 500 000
4.1.1.0.0.12.087	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MADIOUNA	3 500 000
	TOTAL	785 250 000
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	
4.1.1.0.0.13.003	SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION	-
4.1.1.0.0.13.005	TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME	50 000 000
4.1.1.0.0.13.006	DIVISION ADMINISTRATIVE	-
4.1.1.0.0.13.007	ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS	55 000 000
	TOTAL	105 000 000
	MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	
4.1.1.0.0.14.001	INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER	10 193 000
4.1.1.0.0.14.008	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE	1 602 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
4.1.1.0.0.14.011	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER	1 365 000
4.1.1.0.0.14.015	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT	865 000
4.1.1.0.0.14.018	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES	375 000
4.1.1.0.0.14.019	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH	400 000
4.1.1.0.0.14.020	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES	375 000
4.1.1.0.0.14.021	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT	300 000
4.1.1.0.0.14.022	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE	300 000
4.1.1.0.0.14.023	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE	400 000
	TOTAL	16 175 000
	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	
4.1.1.0.0.16.001	DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE	24 000 000
	TOTAL	24 000 000
	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU	
4.1.1.0.0.17.002	CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES	5 000 000
4.1.1.0.0.17.003	SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL	3 500 000
4.1.1.0.0.17.004	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES	9 000 000
4.1.1.0.0.17.005	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT	5 500 000
4.1.1.0.0.17.006	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH	7 000 000
4.1.1.0.0.17.007	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES	-
4.1.1.0.0.17.008	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA	4 500 000
4.1.1.0.0.17.009	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA	3 500 000
4.1.1.0.0.17.010	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR	7 000 000
4.1.1.0.0.17.011	INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINES ET A L'ENTRETIEN ROUTIER	2 500 000
4.1.1.0.0.17.014	SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE	1 000 000
4.1.1.0.0.17.019	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE	2 700 000
4.1.1.0.0.17.020	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER	3 000 000
4.1.1.0.0.17.021	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL	2 800 000
4.1.1.0.0.17.022	DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE	40 000 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
4.1.1.0.0.17.023	SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS	5 000 000
	TOTAL	102 000 000
	MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	
4.1.1.0.0.18.001	INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES	6 000 000
4.1.1.0.0.18.002	DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE	2 500 000
4.1.1.0.0.18.003	DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE	10 000 000
	TOTAL	18 500 000
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS	
4.1.1.0.0.20.001	INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE	3 200 000
4.1.1.0.0.20.002	INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA	3 200 000
4.1.1.0.0.20.003	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA	1 750 000
4.1.1.0.0.20.004	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET	2 100 000
4.1.1.0.0.20.005	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR	2 100 000
4.1.1.0.0.20.006	ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA	2 650 000
4.1.1.0.0.20.007	DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES	19 400 000
4.1.1.0.0.20.008	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA	2 380 000
4.1.1.0.0.20.009	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI	3 152 000
4.1.1.0.0.20.010	INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES	6 005 000
4.1.1.0.0.20.011	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN	3 089 000
4.1.1.0.0.20.012	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE	3 020 000
4.1.1.0.0.20.013	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -	3 282 000
4.1.1.0.0.20.014	ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS	5 722 000
4.1.1.0.0.20.015	SERVICE DES LYCEES AGRICOLES	11 800 000
	TOTAL	72 850 000
	MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	
4.1.1.0.0.23.001	DIVISION DU PELERINAGE	20 000 000
4.1.1.0.0.23.002	MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC	500 000
	TOTAL	20 500 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		
4.1.1.0.0.27.001	INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT	2 650 000
4.1.1.0.0.27.002	INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH	3 500 000
4.1.1.0.0.27.004	LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION	800 000
TOTAL		6 950 000
MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION		
4.1.1.0.0.29.001	IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL	1 000 000
4.1.1.0.0.29.007	COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA	8 000 000
4.1.1.0.0.29.008	INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	4 080 000
4.1.1.0.0.29.009	INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA	8 060 000
TOTAL		21 140 000
MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES		
4.1.1.0.0.31.004	DIVISION DE LA FORMATION	400 000
TOTAL		400 000
ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE		
4.1.1.0.0.34.001	CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE	5 000 000
4.1.1.0.0.34.002	HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT	170 000 000
4.1.1.0.0.34.003	HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH	52 000 000
4.1.1.0.0.34.004	HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES	50 000 000
4.1.1.0.0.34.005	HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE	12 000 000
4.1.1.0.0.34.006	HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA	10 000 000
4.1.1.0.0.34.007	HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM	21 000 000
4.1.1.0.0.34.008	HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR	33 000 000
4.1.1.0.0.34.009	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA	3 000 000
4.1.1.0.0.34.010	UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE	2 474 000
4.1.1.0.0.34.011	ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS	-
4.1.1.0.0.34.012	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA	4 000 000
TOTAL		362 474 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
HAUT COMMISSARIAT AU PLAN		
4.1.1.0.0.42.001	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	14 850 000
4.1.1.0.0.42.002	CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION	2 161 000
4.1.1.0.0.42.003	ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION	2 740 000
TOTAL		19 751 000
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE		
4.1.1.0.0.46.001	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT	8 732 000
4.1.1.0.0.46.002	INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME	2 330 000
4.1.1.0.0.46.005	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH	3 420 000
4.1.1.0.0.46.006	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA	1 086 000
4.1.1.0.0.46.007	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR	1 086 000
TOTAL		16 654 000
DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION		
4.1.1.0.0.51.001	SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE	5 500 000
TOTAL		5 500 000
TOTAL GENERAL DES RECETTES D'EXPLOITATION		1 733 044 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
	DEUXIEME PARTIE : - RECETTES D'INVESTISSEMENT	
	CHEF DU GOUVERNEMENT	
4.1.2.0.0.04.001	ROYAL GOLF DAR ES SALAM	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DE LA JUSTICE	
4.1.2.0.0.06.002	CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION	-
4.1.2.0.0.06.003	INSTITUT NATIONAL DES GREFFES ET DES PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER	
4.1.2.0.0.07.002	DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
4.1.2.0.0.08.018	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS	
4.1.2.0.0.11.003	DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION	-
4.1.2.0.0.11.005	SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES	5 000 000
4.1.2.0.0.11.006	INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	3 000 000
	TOTAL	8 000 000
	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE	
4.1.2.0.0.12.001	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE	800 000
4.1.2.0.0.12.002	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL	600 000
4.1.2.0.0.12.003	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT	600 000
4.1.2.0.0.12.004	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT	900 000
4.1.2.0.0.12.005	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA	700 000
4.1.2.0.0.12.006	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA	400 000
4.1.2.0.0.12.007	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA	500 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
4.1.2.0.0.12.008	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI	900 000
4.1.2.0.0.12.009	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA	700 000
4.1.2.0.0.12.010	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT	600 000
4.1.2.0.0.12.012	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE	500 000
4.1.2.0.0.12.013	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU	400 000
4.1.2.0.0.12.014	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA	800 000
4.1.2.0.0.12.015	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM	600 000
4.1.2.0.0.12.016	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN	500 000
4.1.2.0.0.12.017	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE	800 000
4.1.2.0.0.12.018	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER	900 000
4.1.2.0.0.12.019	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN	900 000
4.1.2.0.0.12.020	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA	900 000
4.1.2.0.0.12.021	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE	300 000
4.1.2.0.0.12.022	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA	-
4.1.2.0.0.12.023	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA	700 000
4.1.2.0.0.12.024	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA	800 000
4.1.2.0.0.12.025	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG	400 000
4.1.2.0.0.12.026	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR	700 000
4.1.2.0.0.12.027	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE	400 000
4.1.2.0.0.12.028	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB	400 000
4.1.2.0.0.12.029	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE	900 000
4.1.2.0.0.12.030	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN	400 000
4.1.2.0.0.12.031	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL	700 000
4.1.2.0.0.12.032	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR	800 000
4.1.2.0.0.12.033	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH	700 000
4.1.2.0.0.12.035	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI	600 000
4.1.2.0.0.12.036	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE	600 000
4.1.2.0.0.12.037	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID	600 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
4.1.2.0.0.12.038	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA	800 000
4.1.2.0.0.12.039	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA	400 000
4.1.2.0.0.12.040	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE	-
4.1.2.0.0.12.041	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA	-
4.1.2.0.0.12.042	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET	700 000
4.1.2.0.0.12.045	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES	900 000
4.1.2.0.0.12.046	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA	800 000
4.1.2.0.0.12.047	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET D'HEMATOLOGIE	10 000 000
4.1.2.0.0.12.048	CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA	-
4.1.2.0.0.12.049	INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE	16 000 000
4.1.2.0.0.12.050	CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION	3 500 000
4.1.2.0.0.12.051	DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE	9 500 000
4.1.2.0.0.12.052	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA	400 000
4.1.2.0.0.12.053	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI	500 000
4.1.2.0.0.12.054	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE	400 000
4.1.2.0.0.12.055	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT	400 000
4.1.2.0.0.12.056	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT	400 000
4.1.2.0.0.12.057	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA	400 000
4.1.2.0.0.12.058	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK	400 000
4.1.2.0.0.12.059	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE	400 000
4.1.2.0.0.12.060	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA	400 000
4.1.2.0.0.12.061	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ	400 000
4.1.2.0.0.12.062	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA	400 000
4.1.2.0.0.12.063	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR	400 000
4.1.2.0.0.12.064	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ	400 000
4.1.2.0.0.12.065	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM	500 000
4.1.2.0.0.12.066	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA	400 000
4.1.2.0.0.12.067	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI	400 000
4.1.2.0.0.12.068	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR	400 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
4.1.2.0.0.12.069	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL	400 000
4.1.2.0.0.12.070	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB	400 000
4.1.2.0.0.12.071	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ	400 000
4.1.2.0.0.12.072	ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE	5 000 000
4.1.2.0.0.12.073	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA	400 000
4.1.2.0.0.12.074	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK	400 000
4.1.2.0.0.12.075	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES	1 200 000
4.1.2.0.0.12.076	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR	400 000
4.1.2.0.0.12.077	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI	400 000
4.1.2.0.0.12.078	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE	400 000
4.1.2.0.0.12.079	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE	400 000
4.1.2.0.0.12.080	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID	600 000
4.1.2.0.0.12.081	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA	400 000
4.1.2.0.0.12.082	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR	400 000
4.1.2.0.0.12.083	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA	400 000
4.1.2.0.0.12.084	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH	400 000
4.1.2.0.0.12.085	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT	-
4.1.2.0.0.12.086	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF	400 000
4.1.2.0.0.12.087	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MADIOUNA	-
	TOTAL	84 000 000
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	
4.1.2.0.0.13.003	SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION	-
4.1.2.0.0.13.005	TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME	-
4.1.2.0.0.13.006	DIVISION ADMINISTRATIVE	9 000 000
4.1.2.0.0.13.007	ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS	-
	TOTAL	9 000 000
	MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	
4.1.2.0.0.14.001	INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER	1 000 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
4.1.2.0.0.14.008	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE	788 000
4.1.2.0.0.14.011	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER	750 000
4.1.2.0.0.14.015	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT	875 000
4.1.2.0.0.14.018	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES	60 000
4.1.2.0.0.14.019	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH	60 000
4.1.2.0.0.14.020	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES	60 000
4.1.2.0.0.14.021	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT	60 000
4.1.2.0.0.14.022	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE	60 000
4.1.2.0.0.14.023	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE	60 000
	TOTAL	3 773 000
	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	
4.1.2.0.0.16.001	DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU	
4.1.2.0.0.17.002	CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES	4 000 000
4.1.2.0.0.17.003	SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL	1 000 000
4.1.2.0.0.17.004	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES	1 000 000
4.1.2.0.0.17.005	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT	1 000 000
4.1.2.0.0.17.006	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH	1 500 000
4.1.2.0.0.17.007	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES	-
4.1.2.0.0.17.008	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA	1 000 000
4.1.2.0.0.17.009	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA	1 000 000
4.1.2.0.0.17.010	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR	3 500 000
4.1.2.0.0.17.011	INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINES ET A L'ENTRETIEN ROUTIER	1 000 000
4.1.2.0.0.17.014	SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE	300 000
4.1.2.0.0.17.019	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE	500 000
4.1.2.0.0.17.020	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER	500 000
4.1.2.0.0.17.021	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL	500 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
4.1.2.0.0.17.022	DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE	48 000 000
4.1.2.0.0.17.023	SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS	3 000 000
	TOTAL	67 800 000
	MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	
4.1.2.0.0.18.001	INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES	10 000 000
4.1.2.0.0.18.002	DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE	4 500 000
4.1.2.0.0.18.003	DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE	35 000 000
	TOTAL	49 500 000
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS	
4.1.2.0.0.20.001	INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE	-
4.1.2.0.0.20.002	INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA	-
4.1.2.0.0.20.003	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA	-
4.1.2.0.0.20.004	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET	-
4.1.2.0.0.20.005	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR	-
4.1.2.0.0.20.006	ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA	-
4.1.2.0.0.20.007	DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES	2 500 000
4.1.2.0.0.20.008	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA	750 000
4.1.2.0.0.20.009	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI	400 000
4.1.2.0.0.20.010	INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES	3 190 000
4.1.2.0.0.20.011	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN	550 000
4.1.2.0.0.20.012	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE	2 290 000
4.1.2.0.0.20.013	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -	1 500 000
4.1.2.0.0.20.014	ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS	3 530 000
4.1.2.0.0.20.015	SERVICE DES LYCEES AGRICOLES	10 400 000
	TOTAL	25 110 000
	MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	
4.1.2.0.0.23.001	DIVISION DU PELERINAGE	-

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
4.1.2.0.0.23.002	MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	
4.1.2.0.0.27.001	INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT	980 000
4.1.2.0.0.27.002	INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH	1 780 000
4.1.2.0.0.27.004	LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION	1 500 000
	TOTAL	4 260 000
	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	
4.1.2.0.0.29.001	IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL	-
4.1.2.0.0.29.007	COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA	3 000 000
4.1.2.0.0.29.008	INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	3 610 000
4.1.2.0.0.29.009	INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA	6 500 000
	TOTAL	13 110 000
	MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES	
4.1.2.0.0.31.004	DIVISION DE LA FORMATION	200 000
	TOTAL	200 000
	ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	
4.1.2.0.0.34.001	CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE	3 000 000
4.1.2.0.0.34.002	HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT	-
4.1.2.0.0.34.003	HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH	-
4.1.2.0.0.34.004	HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES	-
4.1.2.0.0.34.005	HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE	-
4.1.2.0.0.34.006	HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA	-
4.1.2.0.0.34.007	HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM	-
4.1.2.0.0.34.008	HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR	-
4.1.2.0.0.34.009	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA	-
4.1.2.0.0.34.010	UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE	-
4.1.2.0.0.34.011	ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS	-

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2025
4.1.2.0.0.34.012	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA	-
	TOTAL	3 000 000
	HAUT COMMISSARIAT AU PLAN	
4.1.2.0.0.42.001	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	3 000 000
4.1.2.0.0.42.002	CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION	3 000 000
4.1.2.0.0.42.003	ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION	2 700 000
	TOTAL	8 700 000
	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	
4.1.2.0.0.46.001	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT	2 100 000
4.1.2.0.0.46.002	INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME	1 500 000
4.1.2.0.0.46.005	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH	1 400 000
4.1.2.0.0.46.006	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA	1 000 000
4.1.2.0.0.46.007	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR	1 000 000
	TOTAL	7 000 000
	DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	
4.1.2.0.0.51.001	SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE	-
	TOTAL	-
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	283 453 000
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME	2 016 497 000

III. Comptes spéciaux du Trésor
(En dirhams)

Code	Désignation des comptes	Ressources pour l'année budgétaire 2025
	3.1- COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	
3.1.0.0.1.00.001	Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel	90 000 000
3.1.0.0.1.00.002	Fonds spécial pour la promotion du système d'éducation et de formation et l'amélioration de sa qualité	Mémoire
3.1.0.0.1.00.003	Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle, de la protection du consommateur, de la régulation du marché et des stocks de sécurité	5 000 000
3.1.0.0.1.00.005	Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes	888 000 000
3.1.0.0.1.00.006	Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain	2 914 000 000
3.1.0.0.1.04.005	Fonds de service universel de télécommunications	200 000 000
3.1.0.0.1.04.006	Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain	2 600 000 000
3.1.0.0.1.04.007	Fonds de mise à niveau sociale	10 000 000
3.1.0.0.1.04.008	Fonds de promotion des investissements	3 353 000 000
3.1.0.0.1.06.001	Fonds spécial pour le soutien des juridictions	400 000 000
3.1.0.0.1.06.002	Fonds d'entraide familiale	Mémoire
3.1.0.0.1.07.001	Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration	25 000 000
3.1.0.0.1.08.004	Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A	51 264 496 000
3.1.0.0.1.08.005	Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile	200 000 000
3.1.0.0.1.08.006	Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions	9 000 000 000
3.1.0.0.1.08.008	Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage	1 500 000 000
3.1.0.0.1.08.009	Fonds de soutien à la sûreté nationale	30 000 000
3.1.0.0.1.08.010	Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage	463 927 000
3.1.0.0.1.08.011	Fonds d'assainissement liquide et solide et d'épuration des eaux usées et leur réutilisation	1 700 000 000
3.1.0.0.1.08.012	Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles	500 000 000
3.1.0.0.1.08.013	Fonds de solidarité interrégionale	1 000 000 000
3.1.0.0.1.10.001	Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique	70 000 000
3.1.0.0.1.11.003	Fonds national du développement du sport	800 000 000
3.1.0.0.1.12.001	Fonds spécial de la pharmacie centrale	1 000 000 000
3.1.0.0.1.13.003	Fonds de remploi domanial	1 500 000 000
3.1.0.0.1.13.004	Fonds spécial du produit des loteries	80 000 000

Code	Désignation des comptes	Ressources pour l'année budgétaire 2025
3.1.0.0.1.13.008	Masse des services financiers	350 000 000
3.1.0.0.1.13.009	Fonds de la réforme agraire	5 000 000
3.1.0.0.1.13.017	Fonds spécial de la zakat	Mémoire
3.1.0.0.1.13.018	Fonds de solidarité des assurances	600 000 000
3.1.0.0.1.13.021	Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires	600 000 000
3.1.0.0.1.13.022	Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat	24 922 000
3.1.0.0.1.13.024	Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale	36 072 236 000
3.1.0.0.1.13.025	Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe	Mémoire
3.1.0.0.1.13.026	Fonds de lutte contre la fraude douanière	800 000 000
3.1.0.0.1.13.027	Fonds provenant des dépôts au Trésor	360 000 000
3.1.0.0.1.13.028	Fonds d'appui au financement de l'entrepreneuriat	Mémoire
3.1.0.0.1.13.030	Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus "Le Covid-19"	Mémoire
3.1.0.0.1.13.032	Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre ayant touché le Royaume du Maroc	15 000 000 000
3.1.0.0.1.17.001	Fonds spécial routier	3 000 000 000
3.1.0.0.1.17.003	Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire	16 000 000
3.1.0.0.1.20.005	Fonds de développement agricole	4 200 000 000
3.1.0.0.1.20.006	Fonds de développement de la pêche maritime	60 000 000
3.1.0.0.1.20.007	Fonds pour le développement rural et des zones de montagne	1 100 000 000
3.1.0.0.1.20.008	Fonds national forestier	750 000 000
3.1.0.0.1.20.009	Fonds de la chasse et de la pêche continentale	30 000 000
3.1.0.0.1.27.002	Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable	150 000 000
3.1.0.0.1.27.003	Fonds de développement énergétique	Mémoire
3.1.0.0.1.29.001	Fonds national pour l'action culturelle	60 000 000
3.1.0.0.1.29.004	Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique	370 000 000
3.1.0.0.1.33.001	Fonds de modernisation de l'administration publique, d'appui à la transition numérique et à l'utilisation de l'amazighe	1 720 000 000
3.1.0.0.1.34.001	Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale	200 000 000
3.1.0.0.1.34.002	Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale	50 000 000

Code	Désignation des comptes	Ressources pour l'année budgétaire 2025
3.1.0.0.1.46.001	Fonds solidarité pour le soutien au logement, d'habitat et intégration urbaine	5 720 000 000
3.1.0.0.1.51.001	Fonds spécial pour le soutien de l'administration et des établissements pénitentiaires	150 000 000
	TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'AFFECTION SPECIALE	150 981 581 000
	3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX	
3.1.0.0.4.13.021	Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods	Mémoire
3.1.0.0.4.13.022	Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques	Mémoire
3.1.0.0.4.13.023	Compte d'adhésion aux institutions multilatérales	Mémoire
	TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX	Mémoire
	3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES	
3.1.0.0.5.13.001	Différence de change sur ventes et achats de devises	100 000 000
3.1.0.0.5.13.003	Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs	Mémoire
3.1.0.0.5.13.004	Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères	50 000 000
	TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES	150 000 000
	3.7- COMPTES DE FINANCEMENT	
3.1.0.0.7.13.017	Prêts aux collectivités territoriales	Mémoire
3.1.0.0.7.13.059	Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation	3 268 000
3.1.0.0.7.13.064	Prêts aux établissements bancaires	6 823 000
3.1.0.0.7.13.066	Prêts à la société de financement "JAIDA"	3 566 000
	TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE FINANCEMENT	13 657 000
	3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS	
3.1.0.0.9.04.002	Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes	Mémoire
3.1.0.0.9.34.001	Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense	10 800 000 000
3.1.0.0.9.34.002	Fonds de la Direction générale des études et de la documentation	Mémoire
3.1.0.0.9.42.001	Fonds de relations publiques	500 000
	TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS	10 800 500 000
	TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	161 945 738 000

TABLEAU (B)
(Article 46)
Titre I
REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR
CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES DE
FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2025
(En dirhams)

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits pour l'année budgétaire 2025
	SA MAJESTE LE ROI	
1.2.1.1.0.01.000	- Listes Civiles	26 292 000
1.2.1.2.0.01.000	- Dotations de Souveraineté	517 164 000
	COUR ROYALE	
1.2.1.1.0.02.000	- Personnel	621 186 000
1.2.1.2.0.02.000	- Matériel et Dépenses Diverses	1 542 183 000
	CHAMBRE DES REPRESENTANTS	
1.2.1.1.0.03.000	- Personnel	476 659 000
1.2.1.2.0.03.000	- Matériel et Dépenses Diverses	147 897 000
	CHAMBRE DES CONSEILLERS	
1.2.1.1.0.43.000	- Personnel	337 699 000
1.2.1.2.0.43.000	- Matériel et Dépenses Diverses	137 180 000
	CHEF DU GOUVERNEMENT	
1.2.1.1.0.04.000	- Personnel	185 490 000
1.2.1.2.0.04.000	- Matériel et Dépenses Diverses	746 665 000
	JURIDICTIONS FINANCIERES	
1.2.1.1.0.05.000	- Personnel	443 270 000
1.2.1.2.0.05.000	- Matériel et Dépenses Diverses	96 530 000
	MINISTERE DE LA JUSTICE	
1.2.1.1.0.06.000	- Personnel	3 431 531 000
1.2.1.2.0.06.000	- Matériel et Dépenses Diverses	352 788 000
	MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER	
1.2.1.1.0.07.000	- Personnel	2 922 325 000
1.2.1.2.0.07.000	- Matériel et Dépenses Diverses	1 562 398 000

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits pour l'année budgétaire 2025
	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
1.2.1.1.0.08.000	- Personnel	35 880 118 000
1.2.1.2.0.08.000	- Matériel et Dépenses Diverses	4 513 154 000
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	
1.2.1.1.0.10.000	- Personnel	9 737 393 000
1.2.1.2.0.10.000	- Matériel et Dépenses Diverses	4 896 645 000
	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS	
1.2.1.1.0.11.000	- Personnel	47 409 103 000
1.2.1.2.0.11.000	- Matériel et Dépenses Diverses	31 938 788 000
	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE	
1.2.1.1.0.12.000	- Personnel	15 805 709 000
1.2.1.2.0.12.000	- Matériel et Dépenses Diverses	7 770 000 000
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	
1.2.1.1.0.13.000	- Personnel	4 740 889 000
1.2.1.2.0.13.000	- Matériel et Dépenses Diverses	657 527 000
1.2.1.3.0.13.000	- Charges communes	48 112 000 000
1.2.1.5.0.13.000	- Remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux	9 668 342 000
	MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	
1.2.1.1.0.14.000	- Personnel	312 377 000
1.2.1.2.0.14.000	- Matériel et Dépenses Diverses	265 225 000
	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	
1.2.1.1.0.16.000	- Personnel	113 049 000
1.2.1.2.0.16.000	- Matériel et Dépenses Diverses	31 668 000
	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU	
1.2.1.1.0.17.000	- Personnel	1 095 071 000
1.2.1.2.0.17.000	- Matériel et Dépenses Diverses	665 849 000
	MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	
1.2.1.1.0.18.000	- Personnel	216 793 000
1.2.1.2.0.18.000	- Matériel et Dépenses Diverses	129 290 000

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits pour l'année budgétaire 2025
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS	
1.2.1.1.0.20.000	- Personnel	1 063 581 000
1.2.1.2.0.20.000	- Matériel et Dépenses Diverses	3 654 516 000
	MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	
1.2.1.1.0.23.000	- Personnel	1 350 616 000
1.2.1.2.0.23.000	- Matériel et Dépenses Diverses	4 302 950 000
	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE L'INVESTISSEMENT, DE LA CONVERGENCE ET DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES	
1.2.1.1.0.24.000	- Personnel	33 745 000
1.2.1.2.0.24.000	- Matériel et Dépenses Diverses	353 710 000
	MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	
1.2.1.1.0.27.000	- Personnel	260 581 000
1.2.1.2.0.27.000	- Matériel et Dépenses Diverses	345 921 000
	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	
1.2.1.1.0.28.000	- Personnel	268 396 000
1.2.1.2.0.28.000	- Matériel et Dépenses Diverses	392 006 000
	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	
1.2.1.1.0.29.000	- Personnel	908 764 000
1.2.1.2.0.29.000	- Matériel et Dépenses Diverses	2 469 715 000
	MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES	
1.2.1.1.0.31.000	- Personnel	377 017 000
1.2.1.2.0.31.000	- Matériel et Dépenses Diverses	1 407 614 000
	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	
1.2.1.1.0.32.000	- Personnel	45 337 000
1.2.1.2.0.32.000	- Matériel et Dépenses Diverses	39 144 000
	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA TRANSITION NUMERIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION	
1.2.1.1.0.33.000	- Personnel	98 752 000
1.2.1.2.0.33.000	- Matériel et Dépenses Diverses	143 334 000

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits pour l'année budgétaire 2025
	ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	
1.2.1.1.0.34.000	- Personnel	45 356 000 000
1.2.1.2.0.34.000	- Matériel et Dépenses Diverses	7 632 010 000
	HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION	
1.2.1.1.0.35.000	- Personnel	84 375 000
1.2.1.2.0.35.000	- Matériel et Dépenses Diverses	84 690 000
	DEPENSES IMPREVUES ET DOTATIONS PROVISIONNELLES	
1.2.1.4.0.36.000	- Dépenses imprévues et dotations provisionnelles	2 700 000 000
	HAUT COMMISSARIAT AU PLAN	
1.2.1.1.0.42.000	- Personnel	403 390 000
1.2.1.2.0.42.000	- Matériel et Dépenses Diverses	190 773 000
	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	
1.2.1.1.0.46.000	- Personnel	425 076 000
1.2.1.2.0.46.000	- Matériel et Dépenses Diverses	883 682 000
	MINISTERE DE LA SOLIDARITÉ, DE L'INSERTION SOCIALE ET DE LA FAMILLE	
1.2.1.1.0.48.000	- Personnel	102 624 000
1.2.1.2.0.48.000	- Matériel et Dépenses Diverses	705 000 000
	DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	
1.2.1.1.0.51.000	- Personnel	2 303 531 000
1.2.1.2.0.51.000	- Matériel et Dépenses Diverses	1 036 303 000
	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	
1.2.1.1.0.52.000	- Personnel	83 245 000
1.2.1.2.0.52.000	- Matériel et Dépenses Diverses	48 460 000
	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	
1.2.1.1.0.53.000	- Personnel	3 133 400 000
1.2.1.2.0.53.000	- Matériel et Dépenses Diverses	422 565 000

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits pour l'année budgétaire 2025
	CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME	
1.2.1.1.0.54.000	- Personnel	102 496 000
1.2.1.2.0.54.000	- Matériel et Dépenses Diverses	90 430 000
	INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ, DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	
1.2.1.1.0.55.000	- Personnel	114 801 000
1.2.1.2.0.55.000	- Matériel et Dépenses Diverses	46 350 000
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL :	320 971 147 000

TABLEAU (C)
(Article 47)
Titre II
REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR
CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT
DU BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2025
(En dirhams)

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2025	Crédits d'engagement pour 2026 et suivants	TOTAL
1.2.2.2.0.02.000	COUR ROYALE	131 608 000	-	131 608 000
1.2.2.2.0.03.000	CHAMBRE DES REPRESENTANTS	20 000 000	20 000 000	40 000 000
1.2.2.2.0.43.000	CHAMBRE DES CONSEILLERS	25 000 000	10 000 000	35 000 000
1.2.2.2.0.04.000	CHEF DU GOUVERNEMENT	771 715 000	7 000 000	778 715 000
1.2.2.2.0.05.000	JURIDICTIONS FINANCIERES	80 000 000	20 000 000	100 000 000
1.2.2.2.0.06.000	MINISTERE DE LA JUSTICE	420 550 000	220 000 000	640 550 000
1.2.2.2.0.07.000	MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER	467 000 000	50 000 000	517 000 000
1.2.2.2.0.08.000	MINISTERE DE L'INTERIEUR	4 549 093 000	4 442 791 000	8 991 884 000
1.2.2.2.0.10.000	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	1 799 080 000	930 000 000	2 729 080 000
1.2.2.2.0.11.000	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCHOOLAIRE ET DES SPORTS	8 298 264 000	4 888 000 000	13 186 264 000
1.2.2.2.0.12.000	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE	9 000 000 000	9 000 000 000	18 000 000 000
1.2.2.2.0.13.000	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	195 493 000	108 831 000	304 324 000
1.2.2.3.0.13.000	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES - Charges communes	43 602 000 000	-	43 602 000 000
1.2.2.2.0.14.000	MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	2 069 708 000	56 500 000	2 126 208 000
1.2.2.2.0.16.000	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	10 500 000	-	10 500 000
1.2.2.2.0.17.000	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU	17 549 806 000	37 927 606 000	55 477 412 000
1.2.2.2.0.18.000	MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	1 771 184 000	8 000 000	1 779 184 000
1.2.2.2.0.20.000	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS	15 581 412 000	7 003 151 000	22 584 563 000
1.2.2.2.0.23.000	MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	1 030 239 000	900 000 000	1 930 239 000

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2025	Crédits d'engagement pour 2026 et suivants	TOTAL
1.2.2.2.0.24.000	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE L'INVESTISSEMENT, DE LA CONVERGENCE ET DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES	3 471 213 000	2 000 000	3 473 213 000
1.2.2.2.0.27.000	MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	178 790 000	20 000 000	198 790 000
1.2.2.2.0.28.000	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	1 606 686 000	120 000 000	1 726 686 000
1.2.2.2.0.29.000	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	2 170 741 000	515 000 000	2 685 741 000
1.2.2.2.0.31.000	MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES	676 200 000	110 500 000	786 700 000
1.2.2.2.0.32.000	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	12 063 000	-	12 063 000
1.2.2.2.0.33.000	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA TRANSITION NUMERIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION	1 779 225 000	-	1 779 225 000
1.2.2.2.0.34.000	ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	5 771 690 000	4 050 000 000	9 821 690 000
1.2.2.2.0.35.000	HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION	9 873 000	3 000 000	12 873 000
1.2.2.2.0.42.000	HAUT COMMISSARIAT AU PLAN	23 612 000	12 000 000	35 612 000
1.2.2.2.0.46.000	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	4 636 935 000	166 500 000	4 803 435 000
1.2.2.2.0.48.000	MINISTERE DE LA SOLIDARITÉ, DE L'INSERTION SOCIALE ET DE LA FAMILLE	295 000 000	-	295 000 000
1.2.2.2.0.51.000	DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	200 000 000	400 000 000	600 000 000
1.2.2.2.0.52.000	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	14 000 000	-	14 000 000
1.2.2.2.0.53.000	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	264 850 000	-	264 850 000
1.2.2.2.0.54.000	CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME	14 000 000	-	14 000 000
1.2.2.2.0.55.000	INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ, DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	28 828 000	21 000 000	49 828 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL :	128 526 358 000	71 011 879 000	199 538 237 000

TABLEAU (D)

(Article 48)

Titre III

REPARTITION, PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES
RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2025

(En dirhams)

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits pour l'année budgétaire 2025
1.2.3.1.0.13.000	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES - Intérêts et Commissions de la Dette Publique	45 105 634 000
1.2.3.2.0.13.000	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES - Amortissements de la Dette Publique à moyen et long termes	62 149 000 000
	TOTAL DES DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE :	107 254 634 000

TABLEAU (E)
(Article 49)
REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'EXPLOITATION
DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE
BUDGETAIRE 2025
(En dirhams)

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2025
	CHEF DU GOUVERNEMENT	
4.2.1.1.0.04.001	ROYAL GOLF DAR ES SALAM	18 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU CHEF DU GOUVERNEMENT	18 000 000
	MINISTERE DE LA JUSTICE	
4.2.1.1.0.06.002	CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION	900 000
4.2.1.1.0.06.003	INSTITUT NATIONAL DES GREFFES ET DES PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES	-
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE	900 000
	MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER	
4.2.1.1.0.07.002	DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES	20 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER	20 000 000
	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
4.2.1.1.0.08.018	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE	80 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR	80 000 000
	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS	
4.2.1.1.0.11.003	DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION	5 000 000
4.2.1.1.0.11.005	SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES	20 000 000
4.2.1.1.0.11.006	INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	12 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS	37 000 000
	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE	
4.2.1.1.0.12.001	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE	7 500 000
4.2.1.1.0.12.002	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL	6 500 000
4.2.1.1.0.12.003	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT	10 000 000
4.2.1.1.0.12.004	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT	9 500 000

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2025
4.2.1.1.0.12.005	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA	10 250 000
4.2.1.1.0.12.006	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA	6 500 000
4.2.1.1.0.12.007	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA	15 500 000
4.2.1.1.0.12.008	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI	13 000 000
4.2.1.1.0.12.009	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA	14 000 000
4.2.1.1.0.12.010	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT	12 000 000
4.2.1.1.0.12.012	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE	4 500 000
4.2.1.1.0.12.013	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU	5 000 000
4.2.1.1.0.12.014	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA	21 000 000
4.2.1.1.0.12.015	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM	10 000 000
4.2.1.1.0.12.016	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN	5 000 000
4.2.1.1.0.12.017	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE	11 000 000
4.2.1.1.0.12.018	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER	24 500 000
4.2.1.1.0.12.019	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN	15 000 000
4.2.1.1.0.12.020	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA	16 000 000
4.2.1.1.0.12.021	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE	4 500 000
4.2.1.1.0.12.022	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA	9 000 000
4.2.1.1.0.12.023	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA	15 000 000
4.2.1.1.0.12.024	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA	9 000 000
4.2.1.1.0.12.025	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG	4 500 000
4.2.1.1.0.12.026	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR	17 000 000
4.2.1.1.0.12.027	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE	5 500 000
4.2.1.1.0.12.028	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB	4 500 000
4.2.1.1.0.12.029	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE	11 000 000
4.2.1.1.0.12.030	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN	4 500 000
4.2.1.1.0.12.031	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL	21 000 000
4.2.1.1.0.12.032	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR	19 000 000
4.2.1.1.0.12.033	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH	11 500 000
4.2.1.1.0.12.035	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI	10 000 000

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2025
4.2.1.1.0.12.036	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE	9 000 000
4.2.1.1.0.12.037	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID	11 000 000
4.2.1.1.0.12.038	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA	8 000 000
4.2.1.1.0.12.039	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA	6 000 000
4.2.1.1.0.12.040	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE	15 000 000
4.2.1.1.0.12.041	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA	10 000 000
4.2.1.1.0.12.042	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET	10 500 000
4.2.1.1.0.12.045	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES	24 000 000
4.2.1.1.0.12.046	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA	21 000 000
4.2.1.1.0.12.047	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET D'HEMATOLOGIE	44 000 000
4.2.1.1.0.12.048	CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA	23 000 000
4.2.1.1.0.12.049	INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE	6 000 000
4.2.1.1.0.12.050	CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION	2 500 000
4.2.1.1.0.12.051	DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE	20 000 000
4.2.1.1.0.12.052	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA	4 000 000
4.2.1.1.0.12.053	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI	5 000 000
4.2.1.1.0.12.054	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE	5 000 000
4.2.1.1.0.12.055	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT	24 000 000
4.2.1.1.0.12.056	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT	5 000 000
4.2.1.1.0.12.057	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA	6 000 000
4.2.1.1.0.12.058	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK	6 500 000
4.2.1.1.0.12.059	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE	3 500 000
4.2.1.1.0.12.060	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA	3 000 000
4.2.1.1.0.12.061	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ	4 000 000
4.2.1.1.0.12.062	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA	3 500 000
4.2.1.1.0.12.063	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR	3 000 000
4.2.1.1.0.12.064	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ	3 500 000
4.2.1.1.0.12.065	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM	5 500 000
4.2.1.1.0.12.066	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA	4 500 000

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2025
4.2.1.1.0.12.067	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI	8 500 000
4.2.1.1.0.12.068	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR	6 000 000
4.2.1.1.0.12.069	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL	5 500 000
4.2.1.1.0.12.070	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB	4 000 000
4.2.1.1.0.12.071	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ	6 000 000
4.2.1.1.0.12.072	ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE	4 000 000
4.2.1.1.0.12.073	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA	6 000 000
4.2.1.1.0.12.074	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK	4 500 000
4.2.1.1.0.12.075	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES	27 000 000
4.2.1.1.0.12.076	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR	4 500 000
4.2.1.1.0.12.077	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI	4 500 000
4.2.1.1.0.12.078	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE	4 500 000
4.2.1.1.0.12.079	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE	4 500 000
4.2.1.1.0.12.080	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID	6 500 000
4.2.1.1.0.12.081	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA	4 500 000
4.2.1.1.0.12.082	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR	4 000 000
4.2.1.1.0.12.083	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA	3 500 000
4.2.1.1.0.12.084	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH	6 500 000
4.2.1.1.0.12.085	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT	5 000 000
4.2.1.1.0.12.086	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF	3 500 000
4.2.1.1.0.12.087	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MADIOUNA	3 500 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE	785 250 000
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	
4.2.1.1.0.13.003	SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION	-
4.2.1.1.0.13.005	TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME	50 000 000
4.2.1.1.0.13.006	DIVISION ADMINISTRATIVE	-
4.2.1.1.0.13.007	ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS	55 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	105 000 000

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2025
	MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	
4.2.1.1.0.14.001	INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER	10 193 000
4.2.1.1.0.14.008	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE	1 602 000
4.2.1.1.0.14.011	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER	1 365 000
4.2.1.1.0.14.015	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT	865 000
4.2.1.1.0.14.018	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES	375 000
4.2.1.1.0.14.019	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH	400 000
4.2.1.1.0.14.020	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES	375 000
4.2.1.1.0.14.021	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT	300 000
4.2.1.1.0.14.022	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE	300 000
4.2.1.1.0.14.023	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE	400 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	16 175 000
	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	
4.2.1.1.0.16.001	DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE	24 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	24 000 000
	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU	
4.2.1.1.0.17.002	CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES	5 000 000
4.2.1.1.0.17.003	SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL	3 500 000
4.2.1.1.0.17.004	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES	9 000 000
4.2.1.1.0.17.005	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT	5 500 000
4.2.1.1.0.17.006	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH	7 000 000
4.2.1.1.0.17.007	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES	-
4.2.1.1.0.17.008	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA	4 500 000
4.2.1.1.0.17.009	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA	3 500 000
4.2.1.1.0.17.010	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR	7 000 000
4.2.1.1.0.17.011	INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER	2 500 000
4.2.1.1.0.17.014	SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE	1 000 000

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2025
4.2.1.1.0.17.019	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE	2 700 000
4.2.1.1.0.17.020	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER	3 000 000
4.2.1.1.0.17.021	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL	2 800 000
4.2.1.1.0.17.022	DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE	40 000 000
4.2.1.1.0.17.023	SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS	5 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU	102 000 000
	MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	
4.2.1.1.0.18.001	INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES	6 000 000
4.2.1.1.0.18.002	DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE	2 500 000
4.2.1.1.0.18.003	DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE	10 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	18 500 000
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS	
4.2.1.1.0.20.001	INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE	3 200 000
4.2.1.1.0.20.002	INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA	3 200 000
4.2.1.1.0.20.003	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA	1 750 000
4.2.1.1.0.20.004	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET	2 100 000
4.2.1.1.0.20.005	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR	2 100 000
4.2.1.1.0.20.006	ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA	2 650 000
4.2.1.1.0.20.007	DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES	19 400 000
4.2.1.1.0.20.008	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA	2 380 000
4.2.1.1.0.20.009	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI	3 152 000
4.2.1.1.0.20.010	INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES	6 005 000
4.2.1.1.0.20.011	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN	3 089 000
4.2.1.1.0.20.012	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE	3 020 000
4.2.1.1.0.20.013	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -	3 282 000
4.2.1.1.0.20.014	ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS	5 722 000

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2025
4.2.1.1.0.20.015	SERVICE DES LYCEES AGRICOLES	11 800 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS	72 850 000
	MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	
4.2.1.1.0.23.001	DIVISION DU PELERINAGE	20 000 000
4.2.1.1.0.23.002	MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC	500 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	20 500 000
	MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	
4.2.1.1.0.27.001	INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT	2 650 000
4.2.1.1.0.27.002	INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH	3 500 000
4.2.1.1.0.27.004	LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION	800 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	6 950 000
	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	
4.2.1.1.0.29.001	IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL	1 000 000
4.2.1.1.0.29.007	COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA	8 000 000
4.2.1.1.0.29.008	INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	4 080 000
4.2.1.1.0.29.009	INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA	8 060 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	21 140 000
	MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES	
4.2.1.1.0.31.004	DIVISION DE LA FORMATION	400 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES	400 000
	ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	
4.2.1.1.0.34.001	CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE	5 000 000
4.2.1.1.0.34.002	HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT	170 000 000
4.2.1.1.0.34.003	HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH	52 000 000
4.2.1.1.0.34.004	HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES	50 000 000
4.2.1.1.0.34.005	HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE	12 000 000

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2025
4.2.1.1.0.34.006	HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA	10 000 000
4.2.1.1.0.34.007	HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM	21 000 000
4.2.1.1.0.34.008	HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR	33 000 000
4.2.1.1.0.34.009	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA	3 000 000
4.2.1.1.0.34.010	UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE	2 474 000
4.2.1.1.0.34.011	ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS	-
4.2.1.1.0.34.012	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA	4 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	362 474 000
	HAUT COMMISSARIAT AU PLAN	
4.2.1.1.0.42.001	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	14 850 000
4.2.1.1.0.42.002	CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION	2 161 000
4.2.1.1.0.42.003	ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION	2 740 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN	19 751 000
	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	
4.2.1.1.0.46.001	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT	8 732 000
4.2.1.1.0.46.002	INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME	2 330 000
4.2.1.1.0.46.005	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH	3 420 000
4.2.1.1.0.46.006	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA	1 086 000
4.2.1.1.0.46.007	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR	1 086 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	16 654 000
	DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	
4.2.1.1.0.51.001	SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE	5 500 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	5 500 000
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME	1 733 044 000

TABLEAU (F)
(Article 50)
REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES
D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2025
(En dirhams)

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2025	Crédits d'engagement pour 2026 et suivants	TOTAL
	CHEF DU GOUVERNEMENT			
4.2.2.2.0.04.001	ROYAL GOLF DAR ES SALAM	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU CHEF DU GOUVERNEMENT	-	-	-
	MINISTERE DE LA JUSTICE			
4.2.2.2.0.06.002	CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION	-	-	-
4.2.2.2.0.06.003	INSTITUT NATIONAL DES GREFFES ET DES PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE	-	-	-
	MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER			
4.2.2.2.0.07.002	DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER	-	-	-
	MINISTERE DE L'INTERIEUR			
4.2.2.2.0.08.018	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR	-	-	-
	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS			
4.2.2.2.0.11.003	DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION	-	-	-
4.2.2.2.0.11.005	SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES	5 000 000	-	5 000 000
4.2.2.2.0.11.006	INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	3 000 000	-	3 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS	8 000 000	-	8 000 000

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2025	Crédits d'engagement pour 2026 et suivants	TOTAL
	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE			
4.2.2.2.0.12.001	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE	800 000	-	800 000
4.2.2.2.0.12.002	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL	600 000	-	600 000
4.2.2.2.0.12.003	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT	600 000	-	600 000
4.2.2.2.0.12.004	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT	900 000	-	900 000
4.2.2.2.0.12.005	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA	700 000	-	700 000
4.2.2.2.0.12.006	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.007	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA	500 000	-	500 000
4.2.2.2.0.12.008	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI	900 000	-	900 000
4.2.2.2.0.12.009	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA	700 000	-	700 000
4.2.2.2.0.12.010	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT	600 000	-	600 000
4.2.2.2.0.12.012	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE	500 000	-	500 000
4.2.2.2.0.12.013	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.014	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA	800 000	-	800 000
4.2.2.2.0.12.015	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM	600 000	-	600 000
4.2.2.2.0.12.016	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN	500 000	-	500 000
4.2.2.2.0.12.017	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE	800 000	-	800 000
4.2.2.2.0.12.018	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER	900 000	-	900 000
4.2.2.2.0.12.019	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN	900 000	-	900 000
4.2.2.2.0.12.020	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA	900 000	-	900 000
4.2.2.2.0.12.021	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE	300 000	-	300 000
4.2.2.2.0.12.022	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA	-	-	-
4.2.2.2.0.12.023	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA	700 000	-	700 000
4.2.2.2.0.12.024	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA	800 000	-	800 000
4.2.2.2.0.12.025	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.026	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR	700 000	-	700 000
4.2.2.2.0.12.027	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE	400 000	-	400 000

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2025	Crédits d'engagement pour 2026 et suivants	TOTAL
4.2.2.2.0.12.028	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.029	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE	900 000	-	900 000
4.2.2.2.0.12.030	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.031	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL	700 000	-	700 000
4.2.2.2.0.12.032	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR	800 000	-	800 000
4.2.2.2.0.12.033	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH	700 000	-	700 000
4.2.2.2.0.12.035	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI	600 000	-	600 000
4.2.2.2.0.12.036	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE	600 000	-	600 000
4.2.2.2.0.12.037	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID	600 000	-	600 000
4.2.2.2.0.12.038	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA	800 000	-	800 000
4.2.2.2.0.12.039	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.040	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE	-	-	-
4.2.2.2.0.12.041	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA	-	-	-
4.2.2.2.0.12.042	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET	700 000	-	700 000
4.2.2.2.0.12.045	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES	900 000	-	900 000
4.2.2.2.0.12.046	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA	800 000	-	800 000
4.2.2.2.0.12.047	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET D'HEMATOLOGIE	10 000 000	-	10 000 000
4.2.2.2.0.12.048	CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA	-	-	-
4.2.2.2.0.12.049	INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE	16 000 000	-	16 000 000
4.2.2.2.0.12.050	CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION	3 500 000	-	3 500 000
4.2.2.2.0.12.051	DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE	9 500 000	-	9 500 000
4.2.2.2.0.12.052	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.053	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI	500 000	-	500 000
4.2.2.2.0.12.054	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.055	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT	400 000	-	400 000

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2025	Crédits d'engagement pour 2026 et suivants	TOTAL
4.2.2.2.0.12.056	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.057	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.058	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.059	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.060	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.061	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.062	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.063	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.064	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.065	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM	500 000	-	500 000
4.2.2.2.0.12.066	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.067	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.068	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.069	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.070	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.071	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.072	ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE	5 000 000	-	5 000 000
4.2.2.2.0.12.073	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.074	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.075	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES	1 200 000	-	1 200 000
4.2.2.2.0.12.076	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.077	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.078	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.079	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.080	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID	600 000	-	600 000
4.2.2.2.0.12.081	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.082	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR	400 000	-	400 000

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2025	Crédits d'engagement pour 2026 et suivants	TOTAL
4.2.2.2.0.12.083	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.084	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.085	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT	-	-	-
4.2.2.2.0.12.086	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.12.087	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MEDIOUNA	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE	84 000 000	-	84 000 000
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
4.2.2.2.0.13.003	SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION	-	-	-
4.2.2.2.0.13.005	TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME	-	-	-
4.2.2.2.0.13.006	DIVISION ADMINISTRATIVE	9 000 000	-	9 000 000
4.2.2.2.0.13.007	ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	9 000 000	-	9 000 000
	MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE			
4.2.2.2.0.14.001	INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.2.0.14.008	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE	788 000	-	788 000
4.2.2.2.0.14.011	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER	750 000	-	750 000
4.2.2.2.0.14.015	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT	875 000	-	875 000
4.2.2.2.0.14.018	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES	60 000	-	60 000
4.2.2.2.0.14.019	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH	60 000	-	60 000
4.2.2.2.0.14.020	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES	60 000	-	60 000
4.2.2.2.0.14.021	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT	60 000	-	60 000
4.2.2.2.0.14.022	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE	60 000	-	60 000

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2025	Crédits d'engagement pour 2026 et suivants	TOTAL
4.2.2.2.0.14.023	INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE	60 000	-	60 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	3 773 000	-	3 773 000
	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT			
4.2.2.2.0.16.001	DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	-	-	-
	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU			
4.2.2.2.0.17.002	CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES	4 000 000	2 000 000	6 000 000
4.2.2.2.0.17.003	SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.2.0.17.004	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.2.0.17.005	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.2.0.17.006	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH	1 500 000	-	1 500 000
4.2.2.2.0.17.007	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES	-	-	-
4.2.2.2.0.17.008	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUIJDA	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.2.0.17.009	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.2.0.17.010	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR	3 500 000	-	3 500 000
4.2.2.2.0.17.011	INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.2.0.17.014	SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE	300 000	-	300 000
4.2.2.2.0.17.019	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE	500 000	-	500 000
4.2.2.2.0.17.020	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER	500 000	-	500 000
4.2.2.2.0.17.021	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL	500 000	-	500 000
4.2.2.2.0.17.022	DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE	48 000 000	62 000 000	110 000 000

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2025	Crédits d'engagement pour 2026 et suivants	TOTAL
4.2.2.2.0.17.023	SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS	3 000 000	-	3 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU	67 800 000	64 000 000	131 800 000
	MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE			
4.2.2.2.0.18.001	INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES	10 000 000	22 000 000	32 000 000
4.2.2.2.0.18.002	DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE	4 500 000	-	4 500 000
4.2.2.2.0.18.003	DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE	35 000 000	10 000 000	45 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	49 500 000	32 000 000	81 500 000
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS			
4.2.2.2.0.20.001	INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE	-	-	-
4.2.2.2.0.20.002	INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA	-	-	-
4.2.2.2.0.20.003	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA	-	-	-
4.2.2.2.0.20.004	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET	-	-	-
4.2.2.2.0.20.005	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR	-	-	-
4.2.2.2.0.20.006	ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA	-	-	-
4.2.2.2.0.20.007	DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES	2 500 000	-	2 500 000
4.2.2.2.0.20.008	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA	750 000	-	750 000
4.2.2.2.0.20.009	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI	400 000	-	400 000
4.2.2.2.0.20.010	INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES	3 190 000	-	3 190 000
4.2.2.2.0.20.011	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN	550 000	-	550 000
4.2.2.2.0.20.012	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE	2 290 000	-	2 290 000
4.2.2.2.0.20.013	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -	1 500 000	-	1 500 000
4.2.2.2.0.20.014	ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS	3 530 000	1 000 000	4 530 000

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2025	Crédits d'engagement pour 2026 et suivants	TOTAL
4.2.2.2.0.20.015	SERVICE DES LYCEES AGRICOLES	10 400 000	-	10 400 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS	25 110 000	1 000 000	26 110 000
	MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES			
4.2.2.2.0.23.001	DIVISION DU PELERINAGE	-	-	-
4.2.2.2.0.23.002	MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	-	-	-
	MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
4.2.2.2.0.27.001	INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT	980 000	-	980 000
4.2.2.2.0.27.002	INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH	1 780 000	-	1 780 000
4.2.2.2.0.27.004	LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION	1 500 000	-	1 500 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	4 260 000	-	4 260 000
	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION			
4.2.2.2.0.29.001	IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL	-	-	-
4.2.2.2.0.29.007	COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA	3 000 000	-	3 000 000
4.2.2.2.0.29.008	INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	3 610 000	-	3 610 000
4.2.2.2.0.29.009	INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA	6 500 000	-	6 500 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	13 110 000	-	13 110 000

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2025	Crédits d'engagement pour 2026 et suivants	TOTAL
	MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES			
4.2.2.2.0.31.004	DIVISION DE LA FORMATION	200 000	-	200 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES	200 000	-	200 000
	ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE			
4.2.2.2.0.34.001	CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE	3 000 000	-	3 000 000
4.2.2.2.0.34.002	HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT	-	-	-
4.2.2.2.0.34.003	HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH	-	-	-
4.2.2.2.0.34.004	HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES	-	-	-
4.2.2.2.0.34.005	HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE	-	-	-
4.2.2.2.0.34.006	HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA	-	-	-
4.2.2.2.0.34.007	HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM	-	-	-
4.2.2.2.0.34.008	HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR	-	-	-
4.2.2.2.0.34.009	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA	-	-	-
4.2.2.2.0.34.010	UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE	-	-	-
4.2.2.2.0.34.011	ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS	-	-	-
4.2.2.2.0.34.012	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	3 000 000	-	3 000 000
	HAUT COMMISSARIAT AU PLAN			
4.2.2.2.0.42.001	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	3 000 000	-	3 000 000
4.2.2.2.0.42.002	CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION	3 000 000	-	3 000 000
4.2.2.2.0.42.003	ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION	2 700 000	-	2 700 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN	8 700 000	-	8 700 000

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2025	Crédits d'engagement pour 2026 et suivants	TOTAL
	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE			
4.2.2.2.0.46.001	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT	2 100 000	-	2 100 000
4.2.2.2.0.46.002	INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME	1 500 000	-	1 500 000
4.2.2.2.0.46.005	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH	1 400 000	-	1 400 000
4.2.2.2.0.46.006	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.2.0.46.007	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR	1 000 000	-	1 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	7 000 000	-	7 000 000
	DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION			
4.2.2.2.0.51.001	SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	-	-	-
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME	283 453 000	97 000 000	380 453 000

TABLEAU (G)
(Article 51)
DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2025
(En dirhams)

Code	Désignation des comptes	Dépenses pour l'année budgétaire 2025
	3.1- COMPTES D'AFFECTION SPECIALE	
3.2.0.0.1.00.001	Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel	90 000 000
3.2.0.0.1.00.002	Fonds spécial pour la promotion du système d'éducation et de formation et l'amélioration de sa qualité	Mémoire
3.2.0.0.1.00.003	Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle, de la protection du consommateur, de la régulation du marché et des stocks de sécurité	5 000 000
3.2.0.0.1.00.005	Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes	888 000 000
3.2.0.0.1.00.006	Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain	2 914 000 000
3.2.0.0.1.04.005	Fonds de service universel de télécommunications	200 000 000
3.2.0.0.1.04.006	Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain	2 600 000 000
3.2.0.0.1.04.007	Fonds de mise à niveau sociale	10 000 000
3.2.0.0.1.04.008	Fonds de promotion des investissements	3 353 000 000
3.2.0.0.1.06.001	Fonds spécial pour le soutien des juridictions	400 000 000
3.2.0.0.1.06.002	Fonds d'entraide familiale	Mémoire
3.2.0.0.1.07.001	Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration	25 000 000
3.2.0.0.1.08.004	Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A	51 264 496 000
3.2.0.0.1.08.005	Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile	200 000 000
3.2.0.0.1.08.006	Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions	9 000 000 000
3.2.0.0.1.08.008	Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage	1 500 000 000
3.2.0.0.1.08.009	Fonds de soutien à la sûreté nationale	30 000 000
3.2.0.0.1.08.010	Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage	463 927 000
3.2.0.0.1.08.011	Fonds d'assainissement liquide et solide et d'épuration des eaux usées et leur réutilisation	1 700 000 000
3.2.0.0.1.08.012	Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles	500 000 000
3.2.0.0.1.08.013	Fonds de solidarité interrégionale	1 000 000 000
3.2.0.0.1.10.001	Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique	70 000 000
3.2.0.0.1.11.003	Fonds national du développement du sport	800 000 000
3.2.0.0.1.12.001	Fonds spécial de la pharmacie centrale	1 000 000 000
3.2.0.0.1.13.003	Fonds de remploi domanial	1 500 000 000
3.2.0.0.1.13.004	Fonds spécial du produit des loteries	80 000 000

Code	Désignation des comptes	Dépenses pour l'année budgétaire 2025
3.2.0.0.1.13.008	Masse des services financiers	350 000 000
3.2.0.0.1.13.009	Fonds de la réforme agraire	5 000 000
3.2.0.0.1.13.017	Fonds spécial de la zakat	Mémoire
3.2.0.0.1.13.018	Fonds de solidarité des assurances	600 000 000
3.2.0.0.1.13.021	Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires	600 000 000
3.2.0.0.1.13.022	Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat	143 000
3.2.0.0.1.13.024	Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale	36 072 236 000
3.2.0.0.1.13.025	Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe	Mémoire
3.2.0.0.1.13.026	Fonds de lutte contre la fraude douanière	800 000 000
3.2.0.0.1.13.027	Fonds provenant des dépôts au Trésor	360 000 000
3.2.0.0.1.13.028	Fonds d'appui au financement de l'entrepreneuriat	Mémoire
3.2.0.0.1.13.030	Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus "Le Covid-19"	Mémoire
3.2.0.0.1.13.032	Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre ayant touché le Royaume du Maroc	15 000 000 000
3.2.0.0.1.17.001	Fonds spécial routier	3 000 000 000
3.2.0.0.1.17.003	Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire	16 000 000
3.2.0.0.1.20.005	Fonds de développement agricole	4 200 000 000
3.2.0.0.1.20.006	Fonds de développement de la pêche maritime	60 000 000
3.2.0.0.1.20.007	Fonds pour le développement rural et des zones de montagne	1 100 000 000
3.2.0.0.1.20.008	Fonds national forestier	750 000 000
3.2.0.0.1.20.009	Fonds de la chasse et de la pêche continentale	30 000 000
3.2.0.0.1.27.002	Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable	150 000 000
3.2.0.0.1.27.003	Fonds de développement énergétique	Mémoire
3.2.0.0.1.29.001	Fonds national pour l'action culturelle	60 000 000
3.2.0.0.1.29.004	Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique	370 000 000
3.2.0.0.1.33.001	Fonds de modernisation de l'administration publique, d'appui à la transition numérique et à l'utilisation de l'amazighe	1 720 000 000
3.2.0.0.1.34.001	Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale	200 000 000
3.2.0.0.1.34.002	Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale	50 000 000

Code	Désignation des comptes	Dépenses pour l'année budgétaire 2025
3.2.0.0.1.46.001	Fonds solidarité pour le soutien au logement, d'habitat et intégration urbaine	5 720 000 000
3.2.0.0.1.51.001	Fonds spécial pour le soutien de l'administration et des établissements pénitentiaires	150 000 000
	TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTION SPECIALE	150 956 802 000
	3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX	
3.2.0.0.4.13.021	Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods	82 515 000
3.2.0.0.4.13.022	Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques	61 276 000
3.2.0.0.4.13.023	Compte d'adhésion aux institutions multilatérales	647 928 000
	TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX	791 719 000
	3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES	
3.2.0.0.5.13.001	Différence de change sur ventes et achats de devises	Mémoire
3.2.0.0.5.13.003	Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs	Mémoire
3.2.0.0.5.13.004	Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères	Mémoire
	TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES	Mémoire
	3.7- COMPTES DE FINANCEMENT	
3.2.0.0.7.13.017	Prêts aux collectivités territoriales	Mémoire
3.2.0.0.7.13.059	Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation	Mémoire
3.2.0.0.7.13.064	Prêts aux établissements bancaires	Mémoire
3.2.0.0.7.13.066	Prêts à la société de financement "JAIDA"	Mémoire
	TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE FINANCEMENT	Mémoire
	3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS	
3.2.0.0.9.04.002	Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes	Mémoire
3.2.0.0.9.34.001	Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense	10 800 000 000
3.2.0.0.9.34.002	Fonds de la Direction générale des études et de la documentation	Mémoire
3.2.0.0.9.42.001	Fonds de relations publiques	500 000
	TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS	10 800 500 000
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	162 549 021 000